

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3277-MERCREDI 25 JUILLET 2018

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS-Afro lance une campagne de dépistage de l'hépatite virale



Le présidium des travaux

Le bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique (OMS/Afro) organise, du 26 au 27 juillet à Brazzaville, une campagne de dépistage gratuit de l'hépatite virale. Une pathologie qui affecte soixante-dix millions de personnes sur le continent dont soixante millions atteintes de l'hépatite B et dix autres millions de l'hépatite C.

« Nous allons commémorer, le 28 juillet, la Journée mondiale de lutte contre l'hépatite virale qui est une priorité de santé publique dans notre région. Nous voulons que les gens soient sensibilisés, fassent des tests et prennent les traitements afin d'éradiquer cette maladie d'ici à 2030 », a indiqué la Pr Olufunmilayo Lesi, point focal régional en charge des hépatites au bureau de l'OMS pour l'Afrique.

Page 7

AUDIOVISUEL PUBLIC

La Voix de l'Amérique s'installe à Brazzaville et Pointe-Noire

En séjour de travail au Congo, la directrice générale de la Voix de l'Amérique (VOA), Amanda Bennet, a patronné la cérémonie de lancement officiel des émissions de sa chaîne au Congo. Les auditeurs de Brazzaville

et de Pointe-Noire vont désormais suivre les programmes de cette chaîne internationale en fréquences modulées. Dans son mot de circonstance, la directrice générale de la VOA a salué la percée faite par sa ra-

dio ces dernières années sur le continent africain. Elle a fait savoir que deux cent trente-sept millions de personnes, soit 30% de l'auditoire hebdomadaire de sa chaîne, se trouvent en Afrique.

Page 9

LANGUES VÉHICULAIRES

Un manuel sur la langue Vili

Le livre de l'orthographe Vili est constitué de huit leçons insérées dans ses soixante-sept pages portant sur l'alphabet et l'orthographe. Ce manuel intitulé « Lire et écrire Vili » est le fruit du projet alphabétisation de la Société

internationale de linguistique. Il aide à uniformiser l'écriture de cette langue véhiculaire beaucoup parlée dans la partie sud du Congo. Le manuel est destiné aux personnes qui connaissent lire et écrire en français.

Marcel Poaty, qui a préfacé ce livre, a indiqué qu'il était important d'avoir une orthographe standard pour écrire la langue vili, afin d'éviter que chacun l'écrive comme il l'entend.

Page 15



Une visite des installations techniques de la VOA Photo Adiac

AUDIT INTERNE

Quatre Congolais candidats au Certificat international d'expertise

Quatre candidats ont bénéficié, pendant deux semaines, d'une formation préparatoire au Certificat international en audit interne et management des entreprises. Les candidats ont été initiés à la gouvernance, au management et en audit interne, à travers des tests pratiques.

La formation a été assurée par l'Institut international Docteur Audit que dirige le Congolais Giresse Akono

qui a ouvert, pour la première fois au Congo, un centre de formation « CIA training certificate ». Page 4

DIALOGUE SOCIAL

Des syndicats d'enseignants se retirent des négociations

Page 5

CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE

Cinq cent dix candidats affrontent l'examen sur l'ensemble du territoire

Page 5

Éditorial

Violence

Page 2

EDITORIAL

Violence

Que la violence dresse des jeunes de la rue les uns contre les autres n'a rien qui puisse surprendre. D'une part, en effet, elle est le résultat de l'abandon dont sont victimes dès leur plus tendre enfance la plupart de ces jeunes et, d'autre part, elle concrétise dans de nombreux pays le fossé qui se creuse avec l'âge entre eux et la société. Un fossé d'autant plus dangereux qu'il entretient et développe les trafics d'armes, d'alcool, de stupéfiants dont on constate partout l'ampleur comme la nocivité.

Au-delà donc des sanctions que ce type de comportement impose aux autorités civiles, il soulève un problème de fond qui est celui de l'éducation, de l'encadrement, de la formation professionnelle de ceux et celles que l'on appelle chez nous les «bébés noirs». Livrés à eux-mêmes et souvent manipulés en sous-main par des adultes qui les utilisent à des fins criminelles, ces jeunes constituent une menace, un danger pour la société civile tout entière que celle-ci ne doit surtout pas sous-estimer.

S'il incombe à la police et la justice, donc à l'Etat, de mettre en place les dispositifs qui permettront de combattre avec efficacité cette dérive collective, il revient aux citoyens que nous sommes de nous mobiliser pour aider les pouvoirs publics dans leur quête constante de la paix intérieure. C'est, en effet, à la base, c'est-à-dire dans les familles ou dans les entités sociales situées au plus près des individus, que peuvent être perçus, enregistrés les premiers signes des dérives qui aboutiront tôt ou tard aux explosions de violence.

La plus grave erreur que nous pourrions commettre aujourd'hui serait de considérer que la responsabilité collective n'est pas engagée dans la lutte qui va devoir être menée contre les gangs, les mafias, les groupuscules dont nous voyons les activités criminelles se multiplier dans toutes les grandes cités que compte le Congo. Fermer les yeux sur les causes profondes de tels dérapages ne peut que nous coûter très cher à brève échéance.

Les réseaux sociaux auxquels chacun de nous se confie peu ou prou peuvent se révéler très utiles dans cette quête de la paix intérieure.

Les Dépêches de Brazzaville

CYBERSÉCURITÉ

Un colloque va réunir les parlementaires congolais

La rencontre, prévue les 22 et 24 octobre de cette année, au Palais des congrès de Brazzaville, sera animée par les membres d'une délégation de la diaspora congolaise en France en vue d'amener les élus du peuple à être partie prenante de la nouvelle économie numérique.

L'idée d'organiser un colloque d'explication de la cybersécurité aux parlementaires congolais fait suite à la séance de travail à Paris, en France, entre Ferréol Gassackys, rapporteur de la Commission Affaires étrangères, coopération et Congolais de l'étranger à l'Assemblée nationale, et Chrysostome Nkoumbi-Samba, fondateur de Afrik@Cybersécurité. Ce projet, l'une des contributions phares de Chrysostome Nkoumbi-Samba, expert français et international en cybersécurité, vise à accompagner de l'intérieur du parlement, des hommes et des femmes en charge de cette institution.

Pour cet ancien fonctionnaire de l'Organisation internationale de la francophonie, de nos jours, il s'agit d'intervenir auprès des institutions afin d'encourager, de susciter et d'accompagner à la transformation numérique pour réfléchir globalement et collectivement en vue de résoudre les problèmes localement au sein de chaque institution. Le parlement congolais, estime-t-il, est dans une nécessité absolue d'être partie prenante de la nouvelle économie numérique. De celle-ci, naîtra le postulat selon lequel « gouverner, c'est prévoir ».

Afrik@Cybersécurité participera à ce colloque comme un levier sur lequel peuvent s'appuyer les parlementaires pour mettre en œuvre la stratégie cybersécurité de l'institution, c'est-à-dire s'adosser sur les hommes, les nouvelles technologies et les réseaux sociaux de l'entreprise car aucune institution ne parviendra, toute seule, à mettre en place une stratégie effi-



Chrysostome Nkoumbi-Samba, expert français et international en cybersécurité (DR)

cace sans « jouer collectif ». Chrysostome Nkoumbi-Samba explique que la cybersécurité doit désormais être considérée comme l'une des assurances collectives pour l'avenir. Sans celle-ci, il manquerait un maillon à la chaîne globale de business des entreprises. « Nous sommes à un moment charnière où il faut dépasser le partage de la peine. Tous les managers, toutes les directions exécutives des entreprises doivent prendre conscience du risque cyber actuel. Ce n'est pas un problème de subir les attaques. Mais ce qui est problématique, c'est soit de ne pas le savoir, soit de ne pas être capable de trouver des moyens de les parer. Cet enjeu concerne toute la chaîne de décision de l'entreprise. Tout ce qui va dans le sens de cette meilleure prise en compte des enjeux de la cybersécurité me paraît être une excellente initiative. Et, sur ce point, il faut

insister », insiste-t-il. À l'issue de cette conférence, l'expert en cybersécurité espère apporter une sensibilisation à la maîtrise de la technique, la connaissance et à la compréhension de l'humain face au digital. Car, confie-t-il, le maillon faible de la cybersécurité reste l'humain, lequel doit être éduqué, formé, accompagné et protégé de manière continue vis-à-vis de la consommation efficiente du numérique. De même, indique-t-il, ce sera la prise en compte de la cybersécurité par l'ensemble des parties prenantes au niveau de l'Assemblée nationale qui assurera l'éclosion de l'économie numérique dans l'étendue du pays en créant une structure propre sur la sécurité des projets et de données numériques. « C'est déjà l'ambition affichée au Maroc, en Tunisie, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Bénin et au Togo », conclut-il.

Marie Alfred Ngoma

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonso

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONGO/UE

Saskia De Lang satisfaite du renforcement de la coopération

Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso, a reçu en audience, le 19 juillet, la responsable de l'Union européenne(UE), arrivée au terme de son mandat. Au centre de leur entretien, le bilan de son action après quatre ans de service à Brazzaville.

La cheffe de la mission de l'UE au Congo a affirmé que l'action de son institution s'est étalée sur différents domaines, entre autres, politique, économique et celui de la coopération. « Nous avons été actifs dans tous les domaines et avons trouvé des interlocuteurs congolais qui étaient sensibles à nos messages au niveau du gouvernement, de la société civile, dans le secteur privé. Je pense qu'en cette fin

de mission, ce qui m'importe c'est de voir que les relations avec le Congo ont repris », a indiqué Saskia De Lang.

En poste à Brazzaville, l'am-

bassadeur de l'UE a connu un exercice diplomatique parfois tumultueux, avec des rappels à l'ordre des autorités congolaises.

« Nous avons eu des échanges le mois précédent qui ont été intenses et nous avons repris le dialogue qui avait été interrompu après les élections.

Je pense que c'est important qu'on se parle dans un monde où nous avons une co-responsabilité entre les pays pour la paix et faire progresser l'Afrique », a-t-elle déclaré.

De même, elle a souhaité la relance de l'économie et la stabilisation du département du Pool dont les démarches sont actuellement accélérées par les autorités du pays.

« Je repars avec un sentiment d'espoir et j'espère aussi pour le Congo que les discussions avec le Fonds monétaire international vont bientôt aboutir pour permettre une relance de l'économie. J'espère aussi que le processus de paix dans le département du Pool va aboutir prochainement et ceci dans l'intérêt des déplacés », a conclu Saskia De Lang.

Fortuné Ibara



Le tête-à-tête entre le ministre Jean-Claude Gakosso et l'ambassadeur de l'UE, Saskia De Lang (Adiac)

PRODUCTION AGRICOLE

Les maraîchers informés des dangers des pesticides

La délégation du Comité inter-Etats des pesticides de l'Afrique centrale (Cpac), en séjour en République du Congo, a invité, le 18 juillet, les producteurs agricoles au respect des normes indiquées sur les emballages des produits chimiques.

provoquent les maladies du cancer, l'infertilité masculine et l'avortement chez la femme.

Au niveau des producteurs, le temps a été imparti car ils avaient bien voulu acquérir beaucoup de connais-



Les producteurs en formation (Adiac)

Le chef de service des homologations du Cpac, Jean Blaise Moudoudou, ainsi que celui de la réglementation et coopération, Laurence Telnoudji Ngartouban, ont animé un atelier de sensibilisation des agriculteurs à l'utilisation des pesticides.

Jean Blaise Moudoudou a souligné que les pesticides, produits chimiques dangereux, sont utilisés de plus en plus dans les capitales de différents pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Les agriculteurs les utilisent pour leur récolte sans respecter les normes indiquées. En effet, a-t-il signifié, ils doivent avoir des équipements de protection individuelle, la connaissance du produit et lire attentivement l'étiquette des emballages pour respecter la dose de la pulvérisation et les conditions écologiques.

La pulvérisation ne doit pas se faire pendant le vent pour éviter la pollution de l'environnement, a-t-il pour-

suivi, rappelant que chaque culture correspond au temps de récolte après la pulvérisation. « Certaines récoltes interviennent après une semaine et d'autres après deux semaines. Respectez les normes indiquées sur les emballages des produits car vous avez la responsabilité de la population que vous nourrissez au quotidien. Les pesticides sont des produits dangereux qui tuent », a averti le chef de service d'homologation.

De son côté, Laurence Telnoudji Ngartouban a édifié les maraîchers sur la pratique culturale de la tomate. Elle a donné les vertus de ce fruit avant d'évoquer les problèmes phytosanitaires liés à sa culture, notamment dûs à l'affection fongique, aux bactéries, virus et bio-agresseurs tels que les pucerons et les chenilles. Les pesticides détruisent l'environnement et produisent des effets négatifs sur la santé humaine, a-t-elle fait savoir, ajoutant qu'ils

sances sur les substances utilisées en agriculture pour lutter contre des organismes nuisibles aux cultures, à savoir les herbicides, les fongicides, les insecticides, les parasitocides, etc. Edouard Safoula, aménagiste phyto agricole et producteur, a indiqué que les enseignements reçus lui permettront de travailler sans pouvoir se contaminer et infecter les autres. « Je remercie le Cpac d'avoir pensé aux agriculteurs malgré le temps imparti. Mon souhait est que le ministère de tutelle prenne le relais de la formation, parce que bon nombre de Congolais meurent par intoxication alimentaire », a-t-il dit.

Il a, par ailleurs, déploré la mauvaise pratique de certains agriculteurs dans le Pool nord qui travaillent avec le système de mécanisation sans respecter la durée de la rémanence avant la récolte et l'utilisation des molécules des pesticides retirés du marché par les fabricants.

Lydie Gisèle Oko

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Les jeunes leaders du Congo envisagent de susciter la vocation de chercheurs chez les élèves

La plate-forme que dirige Illiytch Yoka a dévoilé, le 17 juillet à Brazzaville, son ambition d'avoir une génération des scientifiques afin de réduire la dépendance du pays dans ce domaine.

Illiytch Yoka a fait part de leur projet lors de la signature de l'accord de partenariat avec la Fondation congolaise de recherche médicale (FCRM) patronnée par le Pr Francine Ntoumi. D'une durée d'un an, cet accord qui peut être suspendu ou résilié sur l'initiative de l'une ou de l'autre des parties les engage à sensibiliser les élèves et étudiants dans les établissements scolaires, à encourager les jeunes filles à embrasser la carrière scientifique, en leur octroyant des stages dans les laboratoires de la FCRM.

La plate-forme Jeunes leaders du Congo a pris l'engagement de contribuer au plaidoyer pour l'engagement des jeunes dans les carrières scientifiques ainsi qu'à leur mobilisation pour les activités ayant trait à la recherche scientifique.

La Fondation, par contre, s'engage à mettre à la disposition des jeunes des opportunités dans le domaine de la recherche biomédicale et à promouvoir la recherche scientifique en milieu juvénile à travers l'organi-



La cérémonie de signature de l'accord entre les deux parties (Adiac)

sation des différentes activités.

Outre ces engagements, les deux parties ont la responsabilité de rédiger, après chaque activité, un rapport d'activité commun.

Illiytch Yoka a indiqué que l'accord marque la concrétisation du projet de sa plate-forme dans son ambition d'apporter sa contribution pour valoriser la recherche scientifique et la repositionner dans le pays. « À travers ce partenariat, les élèves et étudiants bénéficieront de stages et si possible des bourses d'études afin de susciter une génération des scientifiques au Congo », a-t-il déclaré.

Le Pr Francine Ntoumi a salué l'initiative des jeunes, les exhortant d'avoir toujours la tête haute en défendant leurs idées et leurs visions. « Ne soyez jamais complexés, appuyez-vous sur votre leadership parce qu'on pourra aller loin si on a l'ambition », a-t-elle dit.

L.G.O.

BONNE GOUVERNANCE

Des Congolais lauréats du Certificat international d'expertise en audit interne

Quatre candidats sur quatre-vingt dossiers ont bénéficié, pendant deux semaines, d'une formation préparatoire au Certificat international en audit interne et management des entreprises, devenant ainsi les premiers au Congo à briguer ce brevet dénommé « CIA training certificate », le plus honorifique de la profession audit interne.

La formation a été assurée par l'Institut international Docteur Audit, que préside le Congolais Gresse Akono. Cette structure a ouvert, pour la première fois au Congo, un centre de formation au CIA dans le cadre d'un partenariat stratégique de son cabinet pour la région Afrique avec l'institut américain de l'audit interne.

Les Congolais formés attendront la session définitive qui se déroulera bientôt en ligne avec d'autres candidats depuis les Etats-Unis. Rigoureuse et pratique, cette formation est adaptée aux standards internationaux. Les candidats ont assimilé des connaissances pratiques en gouvernance, management et audit interne à travers une batterie de tests de congruence, panoramique, de conceptualisation et bien d'autres. Elle vise à aider les entreprises congolaises dans l'amélioration de leur gouvernance.

« C'est déjà une prouesse que cette formation ait débuté au Congo. Le faible taux d'admission est justifié par le fait que c'est la première fois pour de nombreux Congolais de la pas-

ser car elle requiert un niveau élevé en management et audit interne. Nous osons croire que les prochaines sessions connaîtront une forte croissance du taux d'admission », a espré Gresse Akono, formateur certifié CIA.

La formation intéresse tous les cadres, contrôleurs, auditeurs et managers, dirigeants de société désireux de renforcer leurs compétences et les consolider à travers un certificat d'expertise internationalement reconnu. La première session a connu la participation de plusieurs professionnels issus des entreprises publiques dont la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) et un parlementaire.

« La formation est la bienvenue au Congo dans le contexte actuel de crise économique pour permettre une amélioration de la gouvernance des entreprises, surtout en matière de contrôle interne. Elle nous a permis d'acquérir des connaissances pratiques en audit interne et gouvernance d'entreprise », ont précisé Osée Noudy et Yves

Moundélé-Ngolo, respectivement responsable audit interne à la SNDE et député suppléant.

Partenaire stratégique de l'Institut américain de l'audit interne, l'Institut international Docteur Audit

Congo est l'un des pays d'Afrique dont les entreprises et organisations connaissent de sérieuses difficultés dans la gouvernance, le management et la maîtrise des risques inhérents à leurs activi-

efficacement leurs objectifs de croissance », a-t-il souligné.

En décidant de négocier cette formation pour le Congo, Gresse Akono a évoqué un élan patriotique « afin de permettre



Gresse Akono et les lauréats CIA de la session de juillet (Adiac)

est le seul autorisé à délivrer des « CIA training certificate » en Afrique centrale. D'un coût important, la formation a été revue à la baisse pour permettre une meilleure assimilation des bonnes pratiques en gouvernance et contrôle interne.

Gresse Akono estime que le

tés. Pour lui, la crise économique actuelle que traverse le pays vient à point nommé accentuer ce constat. « Ce programme de formation au CIA s'inscrit ainsi dans l'optique de pallier ces difficultés de gouvernance et permettre aux organisations et entreprises congolaises d'atteindre

au Congo d'être, après le Cameroun, le deuxième pays d'Afrique centrale à bénéficier de ce programme ». L'ambition, a-t-il précisé, est de contribuer à faire du Congo la référence africaine en matière de bonne gouvernance et management d'entreprises.

Quentin Loubou

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

EDUCATION

Validation d'une série d'outils pour mieux préparer l'enfant à aborder le primaire

Un atelier sur le bilan de compétences des enfants à l'entrée en cycle primaire s'est tenu, du 16 au 20 juillet, à Brazzaville, afin d'identifier les facteurs d'efficacité de l'éducation au préscolaire.

Au cours des travaux, les participants ont été édifiés sur les communications suivantes : processus de mise en œuvre du bilan de compétences ; structuration de l'étude et principaux objectifs ; présentation de la situation de l'éducation préscolaire au Congo ; présentation de l'ensemble des outils : composition de l'échantillon, instrument d'évaluation et questionnaires complémentaires ; présentation de la structure de l'échantillon et des modalités de mise en œuvre de l'évaluation. Un comité de pilotage a été constitué, au terme des travaux, pour le suivi-évaluation devant aboutir à l'administration du test proprement dit, programmé pour le début du mois d'octobre.

Notons que ce travail s'inscrit dans le cadre des appuis de l'Unicef au gouvernement pour le développement des activités en faveur de la petite enfance. Il vise une double perspective : une perspective de connaissance du degré d'acquisition des compétences nécessaires aux enfants pour leur entrée en première année du cycle primaire et une perspective opérationnelle pour fournir des références à la redéfinition du contenu des activités d'éducation préscolaire.

Présidée par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou Maba, cette session a connu, entre autres, la participation de la directrice générale de l'éducation de base, de l'assistant au Programme éducation de l'Unicef, des membres de la direction du préscolaire, des représentants du préscolaire, des représentants des structures préscolaires privées, communautaires, religieuses et autres personnalités du système.

Guillaume Ondzé

REVENDEICATIONS SOCIALES

Le panel des syndicats des enseignants se retire des négociations

Dans un courrier adressé le 23 juillet au directeur de cabinet du vice-Premier ministre, les enseignants annoncent la rupture des pourparlers avec le Comité national du dialogue social, les qualifiant de routiniers.

Pour justifier sa décision, le panel des syndicats a évoqué le caractère routinier des négociations, la non-application des recommandations issues du dialogue social en 2013 et le non-respect des protocoles d'accords gouvernement-syndicats des enseignants.

Ces syndicalistes déplorent également la non-publication de la note de notification des quotas de recrutement des enseignants prestataires, bénévoles et finalistes des écoles professionnelles des enseignements. Selon eux, le déficit en personnel enseignant est actuellement estimé à dix-neuf mille enseignants sur l'ensemble du territoire national.

« Si nous comptabilisons avec les départs à la retraite de cette année et ceux de l'an prochain, l'effectif des enseignants actifs est en baisse par rapport aux chiffres que nous avons annoncés », a commenté un des syndicalistes, Sylvestre Mviri-Onoth.

Le panel des syndicalistes s'est plaint aussi de l'attitude du directeur de la solde au ministère des Finances pour le retard pris dans le traitement des salaires des nouveaux enseignants.

Précisons que ce panel regroupe tous les syndicalistes et les enseignants prestataires, bénévoles et finalistes des ministères de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation et celui de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi.

Fortuné Ibara

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE 2018

Antoine Nicéphore Fylla Saint-Eudes lance les épreuves à Brazzaville

Au total, cinq cent dix candidats sont inscrits sur toute l'étendue du territoire national dont trois cent vingt-quatre à Brazzaville, quatre-vingts à Pointe-Noire (Kouilou) et cent dix à Dolisie (Niari).

Les candidats passeront des épreuves écrites, pratiques et orales sur les métiers de la maintenance industrielle, du bâtiment ainsi que des métiers ruraux et de froid et climatisation. Ils auront également des épreuves écrites de français et mathématiques.

Conscient des défis auxquels son département est confronté, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes a rappelé aux candidats que ceux qui voudront poursuivre leurs études auront la possibilité de faire un baccalauréat professionnel qui pourra les amener au brevet de technicien supérieur qui sera aussi un diplôme d'Etat. Il y aura, a dit le ministre, des perspectives pour eux aussi bien du point de vue des emplois que de la poursuite des études à des niveaux élevés. « Nous ne pouvons que nous réjouir que le parcours professionnalisant ait retrouvé ses lettres de no-



Le ministre remettant des épreuves aux candidats (Adiac)

blesse », a-t-il indiqué.

Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes a souligné l'importance que revêt cette étape qui contribue à la perspective du renouvellement des élèves avec le Certificat d'aptitude professionnel (Cap) « ... L'économie nationale a besoin des ouvriers. La zone économique spéciale est un avenir et nous devons produire des ouvriers qui doivent travailler dans ces zones. Vous avez vu que nous avons des ouvriers qui vont être qualifiés

dans les métiers du bâtiment, de la menuiserie industrielle, l'esthétique, la coiffure ; ça veut dire que nous avons une cohorte des ouvriers et nous leur donnons en plus une perspective », a assuré le ministre de l'Enseignement professionnel.

En outre, il s'est réjoui du travail que les équipes ont fourni pour que le département arrive aujourd'hui à ce résultat. Notons que cet examen prendra fin le 28 juillet.

G.O.

EDUCATION NON FORMELLE

Des animateurs et encadreurs en formation

L'atelier de renforcement des capacités, ouvert par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, le 24 juillet à l'Institut national de recherche et d'actions pédagogiques, porte sur les nouveaux manuels.



Les participants

L'objectif de la formation est de doter les alphabétiseurs des rudiments nécessaires au maniement de la nouvelle collection de mathématiques, français et de guide de compétence de vie courante. Les ouvrages ont été rédigés dans le cadre du projet « Autonomisation des jeunes et adolescents hors l'école », avec l'appui technique et financier du Japon et de l'Unicef, en collaboration avec le Congo.

De tous ces ouvrages, seulement cent exemplaires sont disponibles pour quelque onze mille apprenants des trois cent quatre-vingt-dix-neuf centres d'alpha-

bétisation et de rescolarisation. Anatole Collinet Makosso a expliqué, dans son mot d'ouverture, l'importance de ces nouveaux manuels. Ils permettront, a-t-il dit, aux animateurs et encadreurs d'enrichir leur potentiel intellectuel et professionnel et également de mieux structurer les apprentissages et installer chez les apprenants en situation de rescolarisation, l'initiative ou l'apprentissage professionnel.

La directrice générale de l'Alphabétisation et de l'éducation non formelle, Alphonsine Laure Matongo, a rappelé aux enseignants la nécessité des méthodes de

transmission des connaissances à cette catégorie d'apprenants. « Ces manuels permettront d'accélérer l'instruction des apprenants en leur faisant bénéficier des connaissances en lecture, écriture et en calcul. Nous voulons que nos apprenants possèdent ce minimum d'instruction pour qu'ils soient armés contre l'ignorance en apprenant à raisonner, développer l'esprit critique afin qu'ils soient aussi appelés à l'émancipation », a indiqué Alphonsine Laure Matongo.

Toutefois, a-t-elle ajouté, le secteur de l'éducation non formelle est confronté à plusieurs problèmes : le déficit en personnel enseignants, le manque de générateurs électriques pour clarifier les salles de classe lors des cours du soir, transport, outils didactiques et support, moyens financiers et bien d'autres.

Selon elle, à Brazzaville, le personnel des centres d'alphabétisation et de rescolarisation se résume au directeur seul. A cet effet, il faut miser sur un effectif supplémentaire de trois cent huit animateurs pour couvrir le besoin en personnel d'éducation non formelle.

Alphonsine Laure Matongo a, en outre, demandé l'aide du ministère pour l'amélioration des actions de la direction générale de l'Alphabétisation et de l'éducation non formelle.

Lydie Gisèle Oko

DISPARITION

Le parlement fait ses adieux à Agathe Manckongou-Komango

Conduits par le président du Sénat, Pierre Ngolo, assisté du premier vice-président de l'Assemblée nationale, Léon Alfred Opimbat, sénateurs et députés ainsi que des membres du gouvernement et autres personnalités ont rendu, le 24 juillet à Brazzaville, un dernier adieu à leur collègue décédée le 6 juillet, au Maroc, à l'âge de 60 ans.

L'oraison funèbre lue pour la circonstance par le président de la Commission affaires juridiques et administratives du Sénat, Jean-Pierre Manoukou-Kouba, a laissé entendre qu'Agathe Manckongou-Komango naquit le 25 décembre 1958 à Liranga, département de la Likouala.

Après ses études primaires et secondaires sanctionnées par l'obtention du Certificat d'études primaires et élémentaires et du Brevet d'études moyennes générales, Agathe Manckongou-Komango s'admet au concours d'entrée à l'École paramédicale et médico-sociale Jean-Joseph-Loukabou de Brazzaville, où elle en



Le président du Sénat devant la dépouille de l'illustre disparue (Adiac)

sort après plusieurs cycles de formation avec les diplômes de technicien auxiliaire de laboratoire, puis d'infirmier d'Etat et ensuite d'assistant sanitaire.

Elle fourbit ses premiers pas dans l'administration publique au ministère de la Santé où elle assume

les fonctions de chef de centre de santé intégré des districts d'Enyellé puis de Liranga jusqu'au 12 Octobre 2014, date de son élection comme sénatrice.

Au plan politique, la sénatrice Agathe Manckongou-Komango a été membre du Parti congolais du

travail et membre du Comité du parti du district de Liranga au sein duquel elle a occupé le poste de secrétaire chargée de la Promotion de la Femme et des groupes vulnérables.

Dans ce cadre, la sénatrice Agathe Manckongou-Komango a été une

grande animatrice des organisations de femmes et l'apogée de son dynamisme a été l'accueil, lors de la fête du 8 mars 2016, de la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso, par toutes les femmes de Liranga en liesse. Au plan parlementaire, elle est élue sénatrice de la Likouala sous le label du Parti congolais du travail en octobre 2014.

Elle a été membre de la Commission santé, affaires sociales, famille, genre et environnement, puis élevée au bureau de la Commission affaires juridiques et administratives en qualité de secrétaire, à l'occasion du réaménagement des bureaux des commissions permanentes. En 2017, elle est réélue sénatrice et demeure membre de la même commission.

Aux plans administratifs, politique et social, elle a été une personnalité très humble, sociable, intègre, douée d'un sens aigu des relations humaines. Agathe Manckongou-Komango laisse quatre enfants. Elle reposera pour l'éternité au cimetière Bouka, à Brazzaville.

Jean Jacques Koumba

RELIGION

Une mosquée en construction dans la commune de Moungali

Le président du Conseil supérieur islamique du Congo (Csic), El Hadj Djibril Bopaka, a lancé, le 21 juillet à Brazzaville, en présence de Benjamin Loukakou, administrateur maire du quatrième arrondissement, les travaux de construction de la cent quatre-vingt-troisième mosquée dans le pays.



En soutane blanche, El Hadj Djibril Bopaka lançant les travaux de construction de la mosquée de Moungali (Adiac)

L'édifice de trois niveaux en hauteur est dénommé Masjid-Chamsoul-Houda ou mosquée du soleil de la droiture. Les travaux sont entièrement financés par les dons et legs des musulmans congolais.

Outre les aspects culturels, le président du comité de construction de cette mosquée, Diabaté Kabiné, a tenu à rappeler que sa construction est un symbole fort pour la vulgarisation des valeurs humaines et sociales, chères aux dirigeants.

« C'est dans la mosquée que nous apprenons à vivre avec nos voi-

sins, c'est là que nous apprenons à respecter les hommes de sciences et les autorités. La mosquée est aussi une académie du savoir et de la connaissance car dans les siècles passés, elle était considérée comme une université populaire qui ouvrait ses portes en toutes saisons et un parlement d'une communauté pour tenter d'éradiquer les éventuelles calamités », a indiqué l'imam El Hadj Ibrahim Houmarou.

La fraternité, l'égalité et la liberté sont également les principes de base

enseignés dans la mosquée. Selon les musulmans, plusieurs extraits du Coran enseignent que les mosquées sont aussi les lieux sacrés et aimés par Allah. Ceux qui contribuent à la construction de ces lieux ont en récompense une maison construite au paradis, selon les musulmans.

Par ailleurs, dans certains pays, l'image de l'islam et des musulmans est quelquefois assimilée au terrorisme, au barbarisme et à la tuerie. Néanmoins au Congo, pays laïc, l'islam cohabite depuis des décennies avec les autres religions. El Hadj Djibril Bopaka a notifié : « Nous sommes très reconnaissants qu'au Congo, chaque religion est respectée. Ici, l'islam est considéré comme une religion qui participe à la reconstruction du pays et à la paix car nous prions constamment pour les autorités ».

Au Congo, pays qui compte huit cent quatre-vingt-six mille musulmans, le président du Csic se dit assuré de l'inexistence du terrorisme.

« Nous, musulmans congolais, n'attendons pas l'argent venant d'un autre pays pour venir investir ici. Les musulmans sont encadrés et gérés. Ils respectent les consignes données pour la paix. Malgré les tentatives des provocateurs qui ont voulu assigner à notre pays le passage des terroristes au Congo. Qui tentera croquera les musulmans », a prévenu El Hadj Djibril Bopaka.

Enfin, en rapport avec le calendrier lunaire, les musulmans congolais sont dans les préparatifs du pèlerinage.

Fortuné Ibara

Narcisse Hervé Elemba et Gervais Protais Yombo commémorent leur sacerdoce

Les deux abbés ont célébré, le 21 juillet à Brazzaville, leur apostolat en présence de nombreux parents, amis et fidèles. Le premier a totalisé dix ans de ministère et le second en a vingt.



Au premier plan, l'abbé Gervais Protais Yombo officiant la messe (Adiac)

L'organisation de la messe a été facilitée par Afrika Téléma, une ONG créée par le père Jean-Marie Bukassa Malu, qui exprime la doctrine sociale de l'Eglise catholique.

A l'homélie, le célébrant a expliqué le sens de l'appel divin en se référant à l'histoire biblique du jeune Samuel et de sa conversation avec le prophète Elie. Il s'est appuyé également sur les béatitudes décrites dans la bible pour inciter davantage les deux abbés à l'œuvre divine.

Par la suite, les deux ont également été exhortés à la persévérance et à la confiance dans le Seigneur qui les a appelés et les envoie à son service. Face à de nombreux paroissiens rassemblés pour la circonstance, les deux prêtres ont été félicités pour leur dévouement, se levant tôt le matin pour dire la messe, par exemple, pour le peuple de Dieu.

Enfin, dans la liesse, les parents, amis, paroissiens, fidèles catholiques venus de la sous-préfecture de Makoua dont les deux abbés sont originaires et la chorale ont chanté, pendant plusieurs heures sans se fatiguer, pour témoigner leur amour sincère.

F.I.

OMS/AFRO

Lancement à Brazzaville d'une campagne de dépistage de l'hépatite virale

La pathologie affecte soixante-dix millions de personnes sur le continent dont soixante millions atteintes de l'hépatite B et dix autres millions de l'hépatite C.

La campagne de dépistage gratuit de l'hépatite virale est organisée par le bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique (OMS/Afro), du 26 au 27 juillet. L'objectif étant, entre autres, d'informer et d'inciter la population au dépistage précoce en vue de se faire traiter contre la maladie à temps.

« Nous allons commémorer, le 28 juillet, la Journée mondiale de lutte contre l'hépatite virale qui est une priorité de santé publique dans notre région. Nous voulons que les gens soient sensibilisés, fassent des tests et prennent les traitements afin d'éradiquer cette maladie d'ici à 2030 », a indiqué le point focal régional en charge des hépatites à l'OMS/Afro, la Pr Olufunmilayo Lesi.

Selon elle, les hépatites B et C causent plus de 1,34 million de décès chaque année dans la région, au même titre que la tuber-

culose. L'hépatite virale est une maladie négligée mais qui cause un nombre important de décès en Afrique. Pour la première fois, l'OMS/Afro va célébrer la

journee contre cette pathologie. La Pr Olufunmilayo Lesi a fait savoir que l'hépatite virale était un problème de santé publique en Afrique. En République du Congo, pays abritant le siège de l'OMS/Afro, la maladie affecte quatre mille personnes. Il y a cinq types d'hépatite virale (A,

B, C, D et E). Les hépatites B et C sont chroniques et causent 95% des maladies du foie et des décès prématurés dus à l'hépatite.

Pour la Pr Olufunmilayo Lesi, le Congo est appelé à mettre en place un point focal de lutte contre l'hépatite au niveau du

ministère de la Santé afin de pouvoir plaider auprès des partenaires pour la mise en place d'un programme spécifique pour combattre la maladie.

À en croire l'OMS, l'épidémie d'hépatite B et C affecte 325 millions de personnes dans le monde, soit dix fois plus que l'épidémie du VIH/sida. Chaque jour, plus de trois mille six cents personnes meurent d'une maladie de foie.

À ce jour, dix-sept pays africains ont mis en place des programmes de lutte contre l'hépatite virale. La vaccination des enfants constitue la base de la prévention, de même que le test chez les adultes. La transmission de l'hépatite s'effectue de façon verticale et horizontale.

« Nous pouvons considérer l'hépatite virale comme une maladie négligée. Elle est devenue une priorité de santé publique à cause du nombre élevé des cas et des décès », a fait savoir le Dr Bakayoko, travaillant à l'OMS/Afro.



La photo de famille des participants à la réunion (Adiac)

Christian Brice Elion

PRÉSIDENTIELLE AU MALI

Le Premier ministre défend la transparence du processus électoral

Soumeylou Boubèye Maïga a soutenu, le 23 juillet, devant la presse, la transparence du processus électoral, suite aux accusations de fraude sur le fichier électoral émises par l'opposition.

« Je voudrais dire, sans aucune équivoque, qu'il n'y a qu'un seul fichier électoral, celui qui a été audité en fin avril et sur la base duquel les listes électorales et les cartes d'électeurs ont été imprimées », a-t-il affirmé à l'issue d'une réunion sur les préparatifs des élections. Le directeur de campagne du candidat Soumaïla Cissé (chef de file de l'opposition) a accusé le gouvernement de tentative de fraude à travers la publication d'un fichier différent de celui audité par l'Organisation internationale de la francophonie. Le Premier ministre a invité les électeurs à consulter à partir du 23 juillet les listes électorales qui sont maintenant affichées

dans les bureaux de vote. « Tout le monde pourra constater qu'il n'y pas d'électeurs fictifs », a défendu Soumeylou Boubèye Maïga qui a également rappelé que les cartes d'électeurs sont distribuées par les représentants des partis politiques.

« A ce jour, aucun parti n'a pu nous signaler l'existence de cartes qui seraient faites au nom de personnes fictives ou de cartes sans photos », a souligné Soumeylou Boubèye Maïga.

Pour lever toutes sortes d'équivoques, le Premier ministre a annoncé l'ouverture de l'observation de toutes les phases de l'élection, y compris à la centralisation, à la participation de toutes les organisations internationales, dont l'Union africaine, l'Union européenne, la Minusma, la Cédéao et l'OIF. « Leurs observateurs pourront assister en même temps que les représentants des candidats à la centralisation des résultats », a assuré Soumeylou Boubèye Maïga.

GABON

Léger remaniement du gouvernement

Le Premier ministre gabonais, Emmanuel Issoze Ngondet, a annoncé le 23 juillet, dans la soirée, un léger remaniement de son équipe opéré par un décret présidentiel.

Le décret ne prévoit aucune entrée ou sortie. L'équipe conserve ses quarante et un membres y compris le Premier ministre. Cependant, quatre ministres changent de poste. Fin juin, le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba, avait annoncé une série de mesures d'austérité visant à réduire le train de vie de l'Etat. Parmi ces mesures, on compte la réduction de l'équipe gouvernementale qui doit intervenir après les élections législatives dont la date n'a pas encore été communiquée. Dans l'immédiat, le pouvoir a réduit les effectifs de la présidence de la République et des ministères. Un recensement des fonctionnaires a été lancé le 17 juillet pour démasquer les fonctionnaires fantômes et les morts qui continuent à percevoir un salaire.

L'objectif du pouvoir est de réduire la masse salariale de 710 milliards de francs CFA par an à 400 milliards de FCFA par an d'ici à trois ans.

Xinhua



34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

FRET AÉRIEN & MARITIME
ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE

FRANCE / EUROPE / AFRIQUE / ASIE / MOYEN-ORIENT

Avec ou sans dédouanement

BRAZZAVILLE
POINTE-NOIRE

KINSHASA
MATADI, BOMA



Contact Paris : DJAMEL
☎ + 331 44 92 90 90 ☎ + 336 65 47 06 06
34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya ✉ ttnplus wanadoo.fr

Contact Brazzaville : Lydie
☎ +242 06 605 91 69 ☎ +242 05 522 49 99

Contact Kinshasa : Goga
☎ +243 080 847 72 04

COOPÉRATION

La Chine et le Rwanda signent une quinzaine d'accords bilatéraux

Après un passage remarqué au Sénégal, le président chinois, Xi Jinping, a poursuivi sa tournée africaine les 22 et 23 juillet à Kigali, en vue de renforcer la coopération économique entre les deux pays.

« Le fait que chacun des deux chefs d'État a visité le pays de l'autre en moins d'un an démontre la grande importance attachée par les deux parties au resserrement de leurs liens », a souligné le président chinois, Xi Jinping, à son arrivée à Kigali, la capitale rwandaise. Au total, quinze accords bilatéraux ont été conclus entre la Chine et le Rwanda dans des secteurs de la santé, du transport routier et aérien, du commerce électronique ou encore dans le domaine de la culture et des sciences. Ces accords, dont les montants n'ont pas été dévoilés, représentent plusieurs millions de dollars. Le chef de l'État rwandais s'est dit « très heureux » de ce renforcement de la coopération entre son pays et la Chine.

« La signature de ces accords bilatéraux témoigne de ce qui est possible entre nos deux pays. Mais aussi entre la Chine et le continent africain. Monsieur le président, j'espère vous accueillir une nouvelle fois au Rwanda », s'est réjoui Paul Kagame.

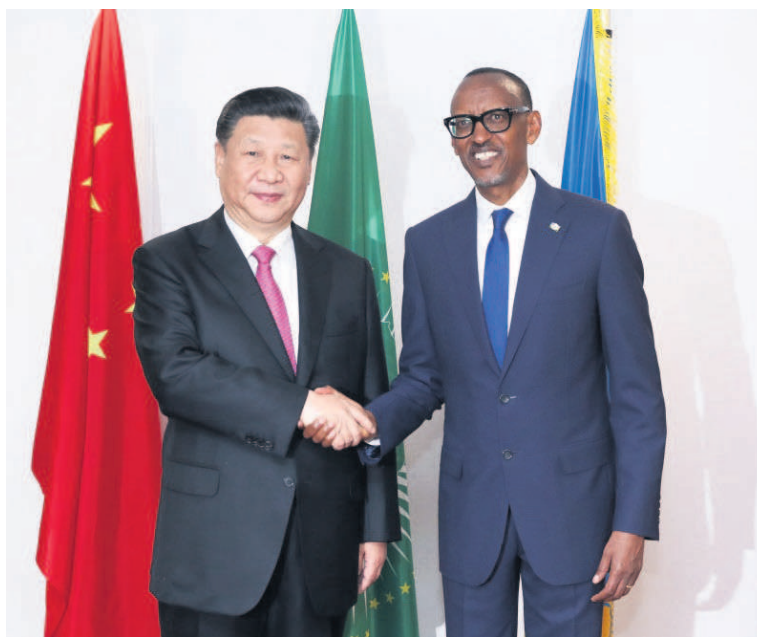
Il s'agit effectivement de la première visite du président

chinois au Rwanda, ce que Xi Jinping n'a pas manqué de souligner, lui aussi, dans son allocution. « J'ai découvert un pays dynamique, bien organisé qui progresse dans son développement », a-t-il témoigné, avant de poursuivre : « Nous nous soutenons mutuellement. Et nous allons continuer d'avancer ensemble, en tenant compte de nos réalités nationales respectives. Nous reconnaissons tous deux la nécessité de relier nos stratégies de développement ».

Le président chinois, accompagné de son épouse, en a également profité pour déposer une gerbe au Mémorial de Kigali. Un geste en l'honneur des victimes du génocide de 1994 contre les Tutsis. « Je suis ici dans le but de consolider l'amitié qui unit le Rwanda et la Chine pour travailler avec le président Kagame sur l'avenir de nos relations bilatérales et sur la coopération amicale qui lie la Chine à l'Afrique », a ajouté le chef de l'État chinois.

Une coopération dynamique

En effet, depuis la visite du président Kagame en Chine,



Le président chinois Xi Jinping (à gauche) serrant la main de son homologue rwandais, Paul Kagame, à Kigali, le 23 juillet 2018 (DR)

en mars 2017, les relations bilatérales entre les deux pays sont entrées dans une période de développement rapide. Au cours des deux dernières décennies, Kigali a complètement changé de visage. Des sociétés chinoises ont construit plusieurs gratte-ciel dans le quartier d'affaires, y compris certains bâtiments d'importance nationale. La Kigali City Tower, haute de vingt étages, est visible de loin. Construite par la société China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), la tour est l'un des

plus hauts bâtiments du Rwanda. Elle comporte un cinéma, un supermarché, des boutiques et des bureaux, raconte le média d'État chinois.

Le centre Makuza Peace Plaza est un autre bâtiment construit par la CCECC. Inauguré en 2015 par le président Paul Kagame, le centre d'affaires est l'un des plus grands du pays. D'autres sociétés chinoises ont également participé au développement du quartier d'affaires. Une autre société, créée par un entrepreneur chinois, s'est imposée dans le secteur du textile en

répondant à l'initiative de développement « Made in Rwanda » du président Kagame. Désormais, cette usine de vêtements joue un rôle important dans la croissance du secteur manufacturier rwandais.

Le Rwanda, qui connaît l'un des taux de croissance les plus forts d'Afrique, a échangé pour quelque 157 millions de dollars (134 millions d'euros) de biens avec la Chine l'année dernière, plaçant Kigali parmi les premiers partenaires du géant asiatique sur le continent. « Nous sommes liés par des intérêts communs. Augmenter notre solidarité vis-à-vis de l'Afrique est une fondation importante de la politique étrangère de la Chine », a déclaré Xi Jinping au cours d'une conférence de presse.

Dans un tout autre domaine de coopération, le gouvernement chinois a commencé à accorder des bourses aux étudiants rwandais en 1976. Pour rappel, la Chine et le Rwanda ont établi des relations diplomatiques en 1971.

Xi Jinping est à présent attendu en Afrique du Sud où il participera, à partir de ce mercredi, au sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Yvette Reine Nzaba

" Enfin au CONGO ! "



Condor

Prenez votre envol !

" SOYEZ
LES
BIENVENUS ! "











- Qualité, Prix, Service après vente assuré

📍 Camp Clairon, Brazzaville, Congo
en face de la station Puma

☎ 05 035 06 06

www.condor.dz

MÉDIAS

«La Voix de l'Amérique» émet désormais à Brazzaville et Pointe-Noire

La radio américaine a lancé officiellement ses fréquences, le 24 juillet, simultanément dans les deux grandes villes du Congo, après des essais techniques jugés concluants.

A Brazzaville, la «Voix de l'Amérique» (VOA) émet en fréquence modulée (FM) au 104.3 Mhz et à Pointe-Noire au 98.3 Mhz. Elle diffuse pour l'instant ses programmes dans les locaux de la télédiffusion, situés juste derrière la télévision nationale, à Nkombo Matari.

Les auditeurs des deux villes pourront désormais suivre différents programmes de la VOA en FM, animés par des journalistes professionnels. Dans sa grille des programmes, ces derniers suivront, entre autres, les éditions du journal en continu ; cinq minutes d'actualité en bref toutes les heures et quelques programmes phares. Il s'agit des programmes comme «Le Washington forum», une émission d'actualité hebdomadaire ainsi que «Votre santé, votre avenir» «Le monde d'une femme» et «Le dialogue interreligieux».

Dans cette grille, il est prévu aussi des journaux magazines diffusés le matin et le soir, parmi lesquels «The world today» (Le Monde d'aujourd'hui, en français).

Tous les jours à 22 h5 mn, les auditeurs de Brazzaville et Pointe-Noire suivront également pendant vingt-



Le ministre Thierry Lézin Mougalla coupant le ruban symbolique/Photo Adiac

cinq minutes, en anglais américain, une émission appelée «English USA», dédiée à l'apprentissage de l'anglais américain.

Dans son allocution de circonstance, la directrice de la VOA, Amanda Bennett, a loué la bonne percée de ce média sur le continent africain ces dernières années. Elle a fait savoir que 237 millions de per-

sonnes, représentant 30% de l'auditoire hebdomadaire, se trouvent en Afrique. Amanda Bennett a précisé que la VOA émet actuellement en seize langues africaines. Dans les pays francophones, la radio américaine produit du contenu en français, en bambara, en sango et en wolof. Elle distribue ses contenus par voie radiophonique, télévi-

suelle et en ligne sur mobile.

S'exprimant à cette occasion, l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Todd P. Haskell, s'est dit heureux de l'ouverture de ce média au Congo. « Je suis heureux de vous accueillir tous chez moi ce soir pour célébrer le lancement de la Voix de l'Amérique ici au Congo. Je suis convaincu que

la VOA va ajouter au débat politique un discours riche à l'environnement médiatique global du pays », a souligné le diplomate américain.

De son côté, le ministre de la Communication et des médias, Thierry Lézin Mougalla, qui a patronné le lancement de cette chaîne, a estimé que cette dernière vient enrichir l'environnement médiatique congolais. « Voice of america n'est pas un média de trop, plutôt un média de plus. Ce média ne viendrait pas s'inscrire en adversaire pour concurrencer ou évincer les chaînes locales ou quelques autres chaînes étrangères de radiodiffusion présentes dans notre pays. La VOA est justement une nouvelle corde qui permet d'enrichir la mélodie harmonieuse qui est le miel de l'acte informationnel médiatique de la République du Congo », a indiqué Thierry Mougalla.

Peu avant son lancement officiel, la directrice générale de cette chaîne et le directeur général de la télévision congolaise, André Ondélé, ont signé un accord de partenariat.

Précisons que l'ouverture de cette radio a eu lieu en présence du président du Conseil supérieur de la liberté de Communication, Philippe Mvouo, et de la conseillère spéciale près du chef de l'Etat, chargée de la communication, Claudia Ikia Sasou N'Guesso.

Firmin Oyé

DIPLOMATIE

L'Afrique du Sud accueille un sommet annuel des puissances émergentes

Les dirigeants du Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud se retrouvent, du 25 au 26 juillet à Johannesburg, pour discuter de questions diverses liées à l'avenir de leur groupe et plus particulièrement de la guerre commerciale engagée par Donald Trump qui devrait monopoliser les débats.

Le programme du 10e sommet des puissances émergentes qui va se tenir en présence des présidents russe, Vladimir Poutine; chinois, Xi Jinping; brésilien, Michel Temer; sud-africain, Cyril Ramaphosa; et du Premier ministre indien, Narendra Modi, prévoit que les chefs d'Etat et de gouvernement vont également débattre de la « collaboration en vue d'une croissance inclusive et d'une prospérité partagée ».

Si bien des semaines avant la réunion les puissances émergentes avaient donné le ton en dénonçant le « protectionnisme » des Etats-Unis qui, selon elles, « minent la croissance mondiale », le ministre russe de l'Economie, Maxime Orechkin, a dit que « la spécificité » de la rencontre de Johannesburg se justifie par « le contexte » dans lequel il se tient. « Nous sommes à un moment où les Etats-Unis et la Chine annoncent presque chaque semaine de nouvelles mesures. C'est une guerre commerciale (...). Les discussions entre dirigeants sur le commerce sont particulièrement importantes pour coordonner nos positions », a-t-il déclaré.

La rencontre des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se tient alors que depuis quelques mois,

Donald Trump a déclaré la guerre à ses principaux rivaux commerciaux, Pékin, Bruxelles et Moscou en tête. Aujourd'hui, les tensions vont toujours grandissantes puisqu'après les taxes douanières sur l'acier et l'aluminium visant surtout la Chine, les Etats-Unis menacent désormais de surtaxer les importations automobiles européennes. Washington veut aller encore plus loin pour sanctionner les pays qui commercent avec l'Iran et taxer de façon punitive la totalité des importations chinoises.

« Nous sommes à un moment où les Etats-Unis et la Chine annoncent presque chaque semaine de nouvelles mesures. C'est une guerre commerciale (...). Les discussions entre dirigeants sur le commerce sont particulièrement importantes pour coordonner nos positions »

Nestor N'Gampoula

DISTINCTION

Une Brazzavilloise parmi les lauréats des ENI Awards 2018

Jessica Claire D'Assise Goma-Tchimbakala, de l'Université Marien-N'Gouabi de Brazzaville, fait partie des deux vainqueurs de la catégorie « Prix jeune talent d'Afrique », créée en 2017 par la plus grande société italienne privée d'hydrocarbures, pour marquer le dixième anniversaire du Prix Eni et remis aux jeunes talents du continent africain.

Annoncés le 23 juillet, les lauréats de la onzième édition recevront leur prix le 22 octobre à Rome, au Palazzo del Quirinale, en présence du président de la République italienne, Sergio Mattarella.

Le projet de Jessica Claire D'Assise Goma-Tchimbakala, indique ENI, concentre sur l'effet des micro-organismes et des substances synthétisées métabolisées sur la réhabilitation environnementale. Les biosurfactants produits par les bactéries peuvent être fournis à grande échelle, ce qui ouvrirait les portes d'un nouveau chapitre industriel au Congo grâce à leur rôle dans l'industrie pharmaceutique et celle des cosmétiques.

En outre, explique-t-on, la recherche de Jessica Claire D'Assise Goma-Tchimbakala se concentre sur la biomasse, un carburant alternatif renouvelable avec une opportunité de réduire l'impact environnemental causé par le transport de personnes et de marchandises. L'autre lauréat de cette caté-



gorie est Elvis Tinashe Ganda, un étudiant zimbabwéen de l'université de technologie de Durban (Afrique du Sud). Selon ENI, la recherche de Ganda est également particulièrement importante dans la transition vers l'utilisation croissante des énergies renouvelables dans le secteur des transports. Des chercheurs de plusieurs autres pays sont lauréats dans différentes catégories.

Le prix Eni vise à refléter l'importance de la recherche scientifique et de l'innovation, à promouvoir une meilleure utilisation des sources d'énergie et à encourager une nouvelle génération de chercheurs.

Patrick Ndungidi

MINISTÈRE DES TRANSPORTS,
DE L'AVIATION CIVILE ET
DE LA MARINE MARCHANDE

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité*Travail*Progrès

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRANSPORTS
TERRESTRES

DIRECTION DES STRATÉGIE ET DES
POLITIQUES INTERMODAL

N°302/MTACMM-DGTT-DSPI

COMMUNIQUE OFFICIEL

Le Directeur Général des Transports Terrestres informe les usagers des centres de contrôle technique automobile de la ville de Brazzaville, qu'en application de la réquisition n°055/CAB.PG du Procureur Général près la cour d'appel de Brazzaville, le centre de contrôle technique automobile SILOTEC- CONGO, agréé par le gouvernement de la République demeure ouvert pour les opérations de visites techniques de véhicules au même titre que les autres centres ayant pignon sur rue dans la ville de Brazzaville.

Fait à Brazzaville, le

Le Directeur général

Placide Mpan

Ampliations

MTACMM-CAB: 1
IGT: 1
DGTT: 5
DDTT-BZV: 2
Silotec-congo: 2
Dossiers: 2
Archives: 2/15

AVIS DE PERTE

M. Heddo Najjer, de nationalité syrienne, prie toute personne ayant ramassé son passeport égaré il y a une semaine, de bien vouloir le déposer aux Dépêches de Brazzaville, agence de Pointe/Noire (sise à côté de Radio Pointe/Noire) ou d'appeler Le 06 969 81 69

Une récompense vous est réservée



NÉCROLOGIE



La famille Akiana informe parents, amis et connaissances, que les obsèques de leur regretté fils, père, grand-père, frère, oncle et cousin, le commandant de police à la retraite, Akiana Daniel Kianas, décédé le lundi 16 juillet 2018, se dérouleront, le jeudi 26 juillet 2018, selon le programme ci-après :

- 9 h 00 : levée de corps à la morgue de Talangai;
- 10 h 30 : recueillement au domicile familial, sis 95, rue Mbé à Talangai;
- 11 h 30 : départ pour l'Eglise Evangélique du Congo, à Talangai;
- 14 h 00 : départ pour le cimetière privé Bouka
- 16 h 00 : fin de la cérémonie.

Papa Kianas, nous t'aimons. Tu vas nous manquer mais nous ne t'oublierons jamais !

REMERCIEMENTS

La famille Towa et l'équipe AC Léopards de Dolisie, remercient Rémy Ayayos, parents, amis et connaissances qui les ont soutenues, assistées financièrement, matériellement et moralement de loin ou de près lors du décès de leur frère Towa Tony Constantin, le 25 juillet 2017 à Pointe-Noire. Cela fait, jour pour jour, exactement un an que le Seigneur l'a rappelé auprès de lui. Qu'ils trouvent ici l'expression de leurs considérations distinguées.



UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



M. et Mme Kodila née Kimouanou Pakou Alida Nadine, agent de l'Agence congolaise d'information (ACI), ont la profonde douleur d'informer les oncles Marcel Dounga Pakou (à Dolisie) et Nestor Loukanou (au village Mbiongo, district de Londe-la-Kayes), les anciens parachutistes du GAP, les anciens enfants du camp de la Base 01/20, les membres de la mutuelle « Amie sociale », les collègues de l'ACI et connaissances, du décès de leur père le commandant à la retraite, ancien parachutiste et Me largueur Luc Pakou Dounga, survenu le 19 juillet à Pointe-Noire. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



COOPÉRATION MILITAIRE

L'Algérie, premier consommateur des armes russes en Afrique

Le pays a acquis, ces dernières années, des armes russes de haute précision, a-t-on appris. Une information confirmée par l'ambassadeur russe à Alger.

La moitié des armes russes arrivant sur le marché africain est, en effet, destinée à l'Algérie. Des systèmes de défense antiaérienne et antimissile sophistiqués, des chars, des sous-marins, des avions de combat et bientôt des hélicoptères « tueurs de chars ». L'armée algérienne est montée en puissance, confirme l'ambassadeur russe à Alger. Les raisons seraient historiques et d'ordre sécuritaire sur les frontières du pays.

« La situation au Proche-Orient et les conflits armés dans les pays voisins sont parmi les raisons qui font que l'Algérie achète beaucoup d'armes russes depuis des années », a-t-il expliqué.

La coopération militaire russo-algérienne remonte à l'époque de la lutte contre l'indépendance « où la Russie a joué un grand rôle », a-t-il ajouté. Il a dénoncé la migration des terroristes, qui présente une menace pour la sécurité de l'Algérie et de la Russie. « Voilà pourquoi nos deux pays luttent ensemble contre le terrorisme. L'Algérie a rejoint la base des données sur les terroristes élaborée par le service fédéral de sécurité russe », a-t-il dit.

A en croire le site en ligne Spunik, parmi les dernières acquisitions algériennes en provenance de Moscou, il y a l'accès au système russe de géo-positionnement par satellites, Glonass, analogue au système américain GPS. Un système qui améliorerait sensiblement le guidage des armes algériennes. La Russie aurait vendu à l'Algérie, ces dernières années, plusieurs systèmes et équipements sophistiqués dans le cadre d'un programme de réarmement de son armée, précise Sputnik. Des équipements russes qui auraient permis à l'Algérie de monter en puissance.

Sputnik a annoncé la livraison prochaine d'un escadron d'hélicoptères d'attaque devant compléter la flotte de l'armée de l'air algérienne. Des appareils « tueurs de chars » capables d'effectuer des patrouilles armées et viser des chars à distance de cinq à huit kilomètres. Le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm indique que l'Algérie reste aujourd'hui le plus grand importateur d'armes en Afrique avec 46% des importations d'armes sur la période 2012-2016.

Noël Ndong

INTERNET MOBILE

Plus de 420 millions d'abonnés en 2025

Le continent africain est la région du monde qui a enregistré le taux le plus élevé d'abonnés de téléphonie mobile ces dernières années, selon un rapport publié pour l'événement Mobile 360 Africa.

Grâce au haut débit, l'Afrique pourrait ajouter plus de 150 milliards de dollars à l'économie de la région en 2022. Plus de la moitié de la population de la région subsaharienne sera abonnée à un service de téléphonie mobile à l'horizon 2025, d'après une étude du Groupement des opérateurs mobiles.

Le rapport estime que l'Afrique comptera 634 millions d'abonnés à la téléphonie mobile d'ici à 2025, soit 52% de la population, contre 44% fin 2017. Un chiffre encore nettement inférieur à la moyenne mondiale, autour de 66%. Du fait de la baisse des prix, le nombre de smartphones continue d'augmenter, contribuant à accélérer la migration vers les réseaux et services mobiles 3G/4G à large bande. Ainsi, 420 millions de personnes pourraient accéder aux services internet en 2025 en Afrique subsaharienne.

Le haut débit mobile représentera 87% des connexions mobiles, contre 38% en 2017. Les technologies et services mobiles ont représenté 7,1% du PIB de l'Afrique subsaharienne en 2017, une contribution représentant 110 milliards de dollars de valeur économique ajoutée. D'ici à 2022, le secteur devrait générer plus de 150 milliards de dollars (7,9% du PIB) de valeur économique du fait de la hausse de l'activité économique et de la productivité permises par ces nouvelles technologies.

N.Nd.

NIGERIA

Les auteurs de l'enlèvement des lycéennes capturés

La police du pays a annoncé, le 19 juillet, avoir arrêté plusieurs combattants de Boko Haram, ravisseurs en 2014 de plus de 276 élèves de la ville de Chibok et commanditaires de plus de cinquante attentats suicides.

Selon Damian Chukwu, le commissaire de police en charge de l'opération dans la ville de Maiduguri, dans le nord du pays, ancienne base de Boko Haram, les huit hommes concernés font partie d'un groupe de vingt-deux combattants arrêtés au cours des deux dernières semaines. L'un des hommes, âgé de 23 ans, « a avoué être l'un des commandants de Boko Haram qui a coordonné et dirigé l'enlèvement des filles de Chibok », a précisé le commissaire de police.

Rappelons que c'est en février dernier que le procès des membres présumés de Boko Haram a été rouvert. Les premières auditions de 1 669 suspects avaient démarré en octobre 2017. Une partie des suspects avait été relâchée rapidement. Cinquante d'entre eux ont déjà été condamnés alors que plus de sept cents prévenus doivent encore comparaître.

Les premières sanctions étaient tombées, notamment pour un membre du groupe terroriste qui avait participé à l'enlèvement des jeunes filles de Chibok. Haruna Yahaya, 35 ans, a été condamné à quinze ans de prison pour avoir participé à l'enlèvement des jeunes filles de Chibok.

En 2014, quelque 2 000 filles et garçons avaient été enlevés par Boko Haram, avec de nombreux esclaves, combattants et même des kamikazes, selon Amnesty international. Ce kidnapping avait entraîné une grande vague d'indignation sur les réseaux sociaux. Une tragédie qui avait attiré l'attention de plus d'un, avec des actions menées par de célébrités et personnalités comme l'ancienne première dame des Etats-Unis, Michelle Obama, qui s'était jointe à une campagne intitulée : « Ramener nos filles/ Bring Back our girls ». Plus de 20 000 personnes ont été tuées et environ 2,3 millions de personnes déplacées depuis que Boko Haram a commencé sa campagne armée en 2009.

Yvette Reine Nzaba

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Bruno Guibert juge satisfaisant le bilan des opérations menées dans le Sahel

En fin de mission, le commandant de la Force Barkhane a rencontré, le 23 juillet, le président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré, dont le pays fournit des troupes dans le cadre de la force du G5 Sahel pour faire le bilan d'une année de service.

Selon le général de division, Bruno Guibert, les résultats sur le front de la lutte contre le terrorisme sont encourageants. Le commandant sortant a saisi l'occasion pour présenter son successeur au président de la République, un autre général de division, Frédéric Blachon.

La force Barkhane a obtenu des résultats positifs sur les groupes terroristes, selon le commandant en fin de mission. « Il n'y a aujourd'hui plus de sanctuaires réels pour les terroristes pour se protéger. Je ne dis pas que la menace a disparu, je dis qu'aujourd'hui l'ennemi n'est plus capable de conduire des opérations coordonnées et des opérations d'ampleur », a déclaré l'officier après une année passée à la tête de la force Barkhane.

Le général de division Bruno Guibert a salué l'engagement des armées du G5 Sahel et la montée en puissance de la force qui a déjà réalisé plusieurs opérations dans le cadre de la lutte anti-terroriste. « Je tiens à souligner les efforts faits par le Faso pour mettre à disposition de la force conjointe du G5 des unités qui sont complètes ou quasiment complètes en termes d'effectifs, qui sont entraînées. Tous les pays font des efforts, donc oui l'engagement est fort et déterminé. Il faut que cet effort se poursuive dans la durée », a-t-il souhaité.

La force Barkhane est un appui de la force conjointe du G5 Sahel. A en croire le désormais ancien commandant, l'opération Barkhane

menées nationales qui y sont impliquées. D'ailleurs, il a dressé un bilan satisfaisant sur la guerre qui est menée contre les terroristes dans la bande sahélienne.



Bruno Guibert

va se poursuivre jusqu'à ce que la menace terroriste soit éradiquée, si possible, avec l'appui de la force conjointe du G5 Sahel et des ar-

« Je tiens à souligner les efforts faits par le Faso pour mettre à disposition de la force conjointe du G5 des unités qui sont complètes ou quasiment complètes en termes d'effectifs, qui sont entraînées. Tous les pays font des efforts, donc oui l'engagement est fort et déterminé. Il faut que cet effort se poursuive dans la durée »

Le général Bruno Guibert s'est, par ailleurs, félicité du fort engagement des armées du G5 Sahel qui ont déjà mené six opérations, conformément à la volonté des chefs d'Etat d'avoir une force qui soit rapidement efficace. Précisément, il a loué le degré d'implication du Burkina Faso dans « la lutte commune ». Dans les prochains jours, le général de division Frédéric Blachon prendra les rênes de la force Barkhane, au moment où le G5 Sahel a aussi un nouveau commandement, le Mauritanien Hamena Ould Sidi, assisté par le Tchadien Oumar Bikimo Jean.

Y.R.Nz.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

L'opposition appelle la population à rejeter un troisième mandat de Joseph Kabila

Dans une déclaration conjointe publiée le 23 juillet, les différentes forces politiques composant l'opposition congolaise ont dénoncé une « passion criminelle » de l'actuel chef de l'Etat et invité le peuple congolais à agir pour contrer ses intentions de se représenter.

L'opposition dans sa diversité s'est réunie le 23 juillet, à Kinshasa, quelques jours après le discours du président de la République devant le congrès sur l'état de la nation. Martin Fayulu (Ecidé), Jean-Marc Kabund (UDPS), Eve Bazaiba (MLC), Delly Sesanga (Ensemble), Jean-Baudouin Mayo (UNC) et autres se sont retrouvés pour analyser l'adresse du chef de l'Etat et prendre une position commune. De la déclaration conjointe ayant sanctionné leur rencontre transparaît toute la déception d'une famille politique qui espérait mieux. Pour ces opposants, Joseph Kabila est totalement passé à côté des vraies préoccupations des Congolais en se laissant emporter par une autosatisfaction suicidaire qui tranche avec les réalités au quotidien d'une population paupérisée à outrance.

Le fait que Joseph Kabila a exprimé dans son discours sa passion pour le Congo sonne faux aux oreilles des opposants qui lui attribuent plutôt de nourrir une « passion criminelle » tout en invitant les Congolais à agir hic et nunc. « L'opposition appelle le peuple congolais à mettre fin à la passion criminelle de Joseph Kabila pour le Congo qui précipite le pays vers le chaos et à faire obstacle par tous les moyens y compris le recours à l'article 64 contre toute tentative de se maintenir au pouvoir en violation de la Constitution et d'instaurer une nouvelle dictature dans notre pays », peut-on lire dans ce communiqué conjoint rendu public par Delly Sessanga. Un point de vue qui rejoint celui du Comité laïc de coordination en passe d'organiser, d'ici au 12, 13 et 14 août, des grandes actions de mobilisation générale pour s'opposer à un prétendu troisième mandat du chef de l'Etat.

Les différentes forces de l'opposition politique ont, par ailleurs, réitéré leur exigence pour la libération des prisonniers politiques, le nettoyage du fichier électoral et contre l'usage de la machine à voter.

Alain Diasso

VIE DES PARTIS

Le siège de la Démocratie chrétienne cambriolé

La formation politique d'Eugène Diomi Ndongala a été victime d'un vol de plusieurs de ses biens de valeur, dans la nuit du 22 juillet.

La Démocratie Chrétienne (DC) a dénoncé, le 23 juillet, le cambriolage, la veille dans la nuit, de son siège national situé au numéro 7945 de l'avenue Kasavubu. En effet, a-t-il indiqué, des inconnus ont cassé le portail et des fenêtres, emportant aussi bien des fournitures de bureau, ordinateurs et imprimantes que des registres, fiches d'adhésion ainsi que des cartes des

membres. « Il sied de souligner qu'en plus de tous les objets de valeur, les voleurs se sont aussi emparés des archives et cartes de membres de la DC, cela en jetant un ombre trouble sur les véritables motivations des inciviques qui ont cambriolé le siège national de notre parti », a expliqué le porte-parole adjoint, Marc Mawete, dans un communiqué dénonçant ces actes. À en croire ce communiqué, le secrétaire général de la DC, Me Magloire Kasongo, tout en regrettant cet acte incivique, aurait déjà prévu de déposer officiellement une plainte contre inconnu auprès des autorités

compétentes.

La DC est le parti du député de l'opposition, Eugène Diomi Ndongala, incarcéré depuis plusieurs années déjà et dont le nom est cité parmi les prisonniers politiques emblématiques du pays. Sa libération avait été exigée dans l'Accord de la Saint-Sylvestre en vue de la décrispation politique. Pour l'opinion, ce cambriolage, loin d'être un fait anodin, peut avoir une connotation politique étant donné que le pouvoir en place résisterait, malgré les demandes et pressions, à libérer ces prisonniers dits emblématiques.

Lucien Dianzenza

RDC

FFJ condamne les menaces contre le président de l'Union des journalistes

L'ONG de défense de la liberté de la presse et du droit à l'information désapprouve les intimidations dont est victime Joseph-Boucard Kasonga Tshilunde et appelle à une enquête en vue d'identifier leurs auteurs, demandant à l'Etat, sans attendre, de lui apporter une protection nécessaire.

Freedom for journalist (FFJ) a dit prendre très au sérieux les menaces proférées contre Joseph-Boucard Kasonga Tshilunde, président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), la fédéra-

tion des journalistes de la RDC.

À en croire cette association, Joseph-Boucard Kasonga a affirmé, le 20 juillet, avoir reçu des appels téléphoniques menaçants depuis qu'il a appelé, le 18 juillet, le ministre chargé de la Justice, Alexis Thambwe, à présenter ses excuses aux journalistes. Ce membre du gouvernement Tshibala a, en effet, traité les journalistes de « minables » et de « misérables », au terme d'une rencontre le 16 juillet ayant réuni le Conseil de suivi de l'accord politique du 31 décembre 2016, le gouvernement et la Commission électorale nationale indépendante.

Tout en appelant, dans un communiqué du 22 juillet, à une enquête en vue d'iden-

tifier les auteurs de ces menaces, FFJ a dit désapprouver ces dernières et demande à l'Etat, sans attendre, d'apporter une protection nécessaire au président de l'UNPC.

L'UNPC, rappelle-t-on, a pris une série de sanctions et d'actions contre le ministre à l'issue d'une rencontre avec les journalistes et les associations professionnelles des médias. Parmi ces mesures de rétorsion, il y a notamment un embargo de six mois dans les médias, l'organisation d'une marche de protestation contre ses propos et de possibles poursuites judiciaires, devant le Parquet général près Cour de cassation pour « injure publique ».

L.D.

SEPTIÈME ART

Une initiation au cinéma direct se prépare

Prévue du 2 août au 2 septembre, dans la salle rectorale de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic), la formation sera fondée sur les connaissances en réalisation de films documentaires.

« Docafrika TV », initiateur du projet, présente la session de six semaines comme « une grande opportunité pour tous ceux qui voudraient faire du cinéma documentaire ». En effet, « il s'agit d'une formation pratique en réalisation de films africains dont l'objectif est d'accompagner les porteurs de projets de films documentaires africains », a souligné Louis Vogt Voka.

Le directeur général de la télévision susmentionnée, spécialisée dans la diffusion de documentaires 100% africains, a affirmé au « Courrier de Kinshasa » qu'elle est « organisée à l'intention de réalisateurs confirmés ou pas ». Et de préciser : « La formation est destinée beaucoup plus aux passionnés du cinéma documentaire, jeunes et vieux, tous ceux qui veulent faire du documentaire leur carrière, c'est-à-dire travailler dans l'univers du cinéma documentaire africain ».

Pour ce faire, il a dit avoir opéré le choix de former les Africains par des Africains. Quant au contenu de cette formation, il a signalé qu'elle portera sur l'écriture, la réalisation et le montage. Au sujet de sa courte durée, il a précisé : « C'est vrai qu'ailleurs, sous d'autres cieux, elle dure peut-être trois ou six mois mais, en six semaines, l'on peut obtenir un bon résultat. Ce sera deux semaines d'écriture, deux semaines de réalisation et deux autres de montage ».

Louis Vogt a indiqué avoir « travaillé pratiquement pendant trois à quatre ans à Libreville dans la plate-forme les alliances lumières documentaires d'Afrique centrale ». C'est à cet effet qu'est né le projet ambitieux de la prochaine formation. « Nous sommes en train de donner la possibilité à chaque réalisateur de mettre en place des structures de formation pour des réalisateurs

de documentaires dans son pays », a-t-il soutenu. « Je fais venir à Kinshasa deux réalisateurs africains, Nathalie Pontalier arrivée de Libreville et le Centrafricain Eric Pounewatchy. La Gabonaise a fait de grands films qui ont marché à l'étranger et nous travaillons avec le réalisateur centrafricain dans la synergie de l'idée d'accompagner les porteurs de projets de films documentaires », a-t-il fait savoir.

Sortir de l'improvisation

Pour le jeune réalisateur de films documentaires, l'importance de la formation à venir est indéniable. Il est résolument d'avis que les connaissances dispensées très prochainement en réalisation de films documentaires africains vont permettre de sortir de l'improvisation. Et de soutenir : « Le problème du cinéma en Afrique est que tout le monde se dit cinéaste au point que l'on ne sait pas qui l'est véritablement. Tout le monde pense qu'en ayant une caméra, il peut se permettre d'aller filmer et prétendre qu'il a fait un documentaire ou un film de fiction, entre guillemets. Il faut arrêter d'improviser ! ».

Pour Louis Vogt, « il manque à tous ces porteurs de projets ou initiés au cinéma la formation qui est pourtant très importante ». Par ailleurs, il s'est désolé qu'en République démocratique du Congo, particulièrement, comme dans plusieurs pays d'Afrique, il n'y ait pas une structure spécialisée qui forme les réalisateurs en documentaires. « Nous avons eu l'opportunité d'être formés à l'étranger. Moi, j'ai fait la Fémis, les Ateliers Varan et le Cifap. Ce sont de grandes écoles de formation en documentaires. Dommage que depuis toutes ces années, il n'y a pas de structure spécialisée qui encourage et forme les jeunes réalisateurs en cinéma documentaire », a-t-il regretté.

C'est donc fort de cette expérience qu'il a jugé nécessaire, nous a-t-il confié, de mettre sur pied cette formation de six semaines dans le but d'accompagner les jeunes.

Nioni Masela

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Livres



PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

Calendriers

Flyers, Affiches

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

PRÉSIDENTIELLE 2018

Moïse Moni Della confirme le retour imminent de Moïse Katumbi

Le président de Conservateurs de la nature et démocrates (Conadé) a indiqué que l'ex-gouverneur du Katanga est déterminé à venir mettre son expérience et son expertise au service du pays tout entier.

Après la déclaration de l'opposition réunie le 23 juillet, à la paroisse Notre-Dame-de-Fatima à Gombe, le président national du parti Conadé a fixé l'opinion sur les enjeux politiques de l'heure. Il a notamment assuré le peuple congolais sur le retour effectif et imminent du candidat déclaré à l'élection présidentielle du 23 décembre, Moïse Katumbi Chapwe.

« Moïse Katumbi incarne l'espoir pour notre pays, la RDC, et il est la clé de voûte pour l'émergence effective de toute la nation. En outre, il n'a aucune condamnation qui le soumettrait à l'emprisonnement. Il est certain qu'il a toute la population derrière lui et même que la prison de Makala ne saurait le contenir », a soutenu Moïse Moni Della.

Le président de Conadé a saisi l'occasion pour lancer un appel à la mobilisation générale de tous les Congolais « pour barrer la route à la dictature qui tend à s'installer dans le pays ». Battant le



La remise du prix au président de Conadé, Moïse Moni Della

rappel des troupes, il a exhorté l'opinion congolaise en général et kinoise en particulier à se constituer en un seul homme et à se préparer pour l'accueil de celui qu'il pense venir redonner le sourire aux millions des Congolais et les revaloriser.

Le cardinal Monsengwo peut faire le consensus

Réagissant sur la pétition initiée pour la candidature du cardinal Laurent Monsengwo Pasinya à la présidence de la République, Moïse Moni Della a affirmé : « Nous avons notre candidat, Katumbi, mais Monsengwo peut faire le consensus, il est tout sauf un médiocre ».

Ce membre de la plate-forme Ensemble pour le Change-

ment qui soutient la candidature de Moïse Katumbi a, par ailleurs, reconnu le caractère fédérateur du cardinal ainsi que de sa candidature. Mais Moïse Moni Della doute encore de la volonté du prince de l'Église catholique à accepter cette proposition. « Nous, nous avons notre candidat, Moïse Katumbi. Le cardinal, lui, n'est pas non plus n'importe qui. Mais est-ce

qu'il va accepter cette proposition ? », s'est-il demandé, en soulignant son estime pour la personne du cardinal qu'il a rencontré à Brazzaville pendant qu'il était encore jeune. Il a indiqué avoir eu, à cette occasion, un entretien en aparté avec lui au salon présidentiel du président Denis Sassou N'Guesso.

Honoré pour son combat

Auparavant, Moïse Moni Della Idi a été, le 22 juillet, parmi les nominés du Prix d'excellence et de constance dans le secteur politique, au cours d'une soirée organisée dans la commune de Lingwala, à Kinshasa. L'association Maxi Agence avait décerné ce prix au président de Conadé qu'elle a reconnu comme un des fils politiques du feu président de l'UDPS, Étienne Tshisekedi wa Mulumba.

Moïse Moni Della, note-t-on, a collaboré et lutté pendant plusieurs années aux côtés de celui que les Congolais qualifient de père de leur démocratie. Pour honorer ce personnage qui constitue son modèle dans la politique, le président de Conadé a dédié ce prix de constance et de loyauté à Étienne Tshisekedi.

Lucien Dianzenza

KONGO CENTRAL

Les radios communautaires s'impliquent dans la lutte contre les maladies

La lutte contre les différentes pathologies ne concerne pas uniquement le personnel de santé, les journalistes ont aussi un rôle à jouer dans l'information, l'éducation et la sensibilisation de la population au changement de comportement, dans le cadre de la prévention, a estimé la présidente de l'Ordre des infirmiers de la province, Marie Nzita Ndangi.

Les journalistes œuvrant dans les radios communautaires sont déterminés à s'impliquer dans la lutte contre les différentes maladies qui minent la province du Kongo central. Cette implication, a expliqué Marie Nzita Ndangi, se caractérise notamment par la diffusion des messages sanitaires sur les campagnes des masses et les activités de routine. Elle a souligné, par ailleurs, qu'à chaque campagne de vaccination contre la poliomyélite et autres maladies évitables par la vaccination, les radios communautaires font le relais des messages.

La présidente de l'Ordre des infirmiers du Kongo central a, en outre, reconnu que plusieurs



Dormir sous la moustiquaire imprégnée d'insecticide, un comportement à promouvoir

informations sanitaires sont diffusées par ces radios communautaires dont les journalistes ont bénéficié de nombreuses formations financées par l'Unicef.

L'implication de ces radios contribuera à coup sûr à la réduction de la mortalité car grâce aux différentes informations sur la santé qu'elles diffuseront, la population

adoptera de comportements favorables qui vont contribuer à la lutte contre certaines maladies. Parmi les comportements à promouvoir, il y a notamment le la-

vage des mains, la vaccination des enfants, l'allaitement exclusif des enfants jusqu'à six mois, dormir sous la moustiquaire imprégnée.

Blandine Lusimana

AGRICULTURE

Poursuite de la sensibilisation à l'homologation des pesticides

Pour mettre fin au vide juridique qui caractérisait le secteur au niveau de la sous-région, le directeur général du Comité Inter-Etats des pesticides de l'Afrique centrale, Auguste Itoua, a entretenu, le 24 juillet à Pointe-Noire, les chefs de secteur, des représentants des firmes et des maraîchers sur l'utilisation des produits chimiques.

La délégation du Comité inter-Etats des pesticides de l'Afrique centrale (Cpac) est arrivée à Pointe-Noire après la mise en place, à Brazzaville, du Comité national de gestion des pesticides et après avoir reçu l'accord du ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, sur la possibilité de permettre au Centre de recherche agronomique de Loudima de procéder à l'homologation des pesticides au Congo.

En effet, la sensibilisation a été faite sur vidéo projection animée respectivement par le directeur général du Cpac, le directeur scientifique et le chef de service homologation. « La communication de Pointe-Noire fait suite à notre mission de descente dans les États au niveau de la sous-région, parce que le Comité inter-Etats de l'Afrique centrale est une institution spécialisée de la Cémac. Nous avons commencé à Braz-



Vue de la salle lors de la campagne de sensibilisation/Adiac

zaville en mettant en place le comité national de gestion des pesticides et nous avons fait la sensibilisation en formant les leaders paysans qui font le maraîchage autour de Brazzaville sur la bonne gestion des pesticides, puisque la première préoccupation du Cpac est que tous les produits qui rentrent au Congo doivent être homologués, c'est-à-dire

validés pour bien circuler dans nos pays », a indiqué Auguste Itoua.

Revenant sur les circonstances de la mise en place de cette institution, l'orateur a signifié que

le Cpac découle d'un constat alarmant des chefs d'État de la zone Cémac. « Les statistiques disent qu'il y a eu plus de deux cent mille morts dans notre sous-région à la suite de la mauvaise utilisation des pesticides. Les produits chimiques des pesticides incontrôlés et frauduleux rentrent dans nos États à cause de la porosité de

nos frontières. C'est pourquoi, les chefs d'État de la Cémac ont souhaité créer une structure qui peut gérer ces produits chimiques dans la sous-région. Le Cpac a été donc mis en place en 2005. Et en 2012, l'institution est passée en une institution spécialisée de la Cémac », a-t-il expliqué.

Le directeur général a poursuivi que dans l'intérêt de chaque pays, un comité national de gestion des pesticides est mis en place. Il doit contrôler si le produit vendu dans le marché est bel et bien celui qui a été homologué et s'il est bien utilisé par l'agriculteur. « Nous savons que les grandes firmes sont celles qui importent les produits chimiques. Nous avons associé les chefs de secteur pour prendre part à cette réunion et nous avons sensibilisé les grandes firmes à homologuer leur produits qu'ils importent d'où que cela vienne, des États-Unis ou de l'Union européenne. Dès que ces produits rentrent au Congo, ils doivent être homologués au niveau de la sous-région par le Cpac dont le siège est à Yaoundé, au Cameroun », a-t-il précisé.

Après cette campagne de vulgarisation au Congo, la délégation

rentre au Cameroun dans l'idée de revenir prochainement former les contrôleurs phytosanitaires car, d'après le directeur général du Cpac, un contrôleur phytosanitaire doit savoir comment lire l'étiquetage, reconnaître un produit importé et homologué pour qu'il circule au niveau des six États.

C'est à l'issue des échanges, les participants ont apprécié cette descente de l'institution à Pointe-Noire. « L'objectif de la rencontre était centré autour de l'homologation des pesticides. Au Congo, il y avait un vide juridique, jusqu'ici n'importe qui pouvait s'importer des pesticides. Il est temps de mettre fin à cette anarchie », a indiqué Wilson Adjoumessi, représentant de la firme Chimago, ajoutant que la nouvelle procédure est certes difficile mais l'institution a promis de les accompagner.

Notons que le directeur général du Cpac était accompagné, entre autres, de son directeur de cabinet, le Camerounais Koumou Ekoungoulo; et du chef de service homologation, le Congolais Jean Blaise Moudoudou.

Charlem Léa Legnoki

IMPRIMERIE*DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

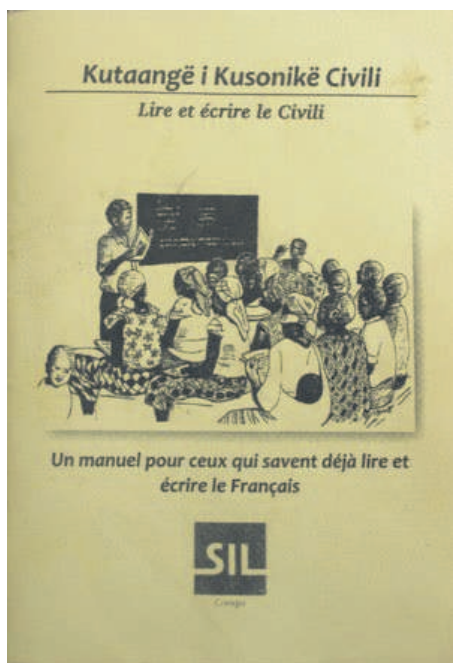
84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



PROMOTION DES LANGUES

Un manuel sur l'orthographe de la langue Vili est sur le marché

Intitulé «Kutaagë i Kusionikë Civili», c'est-à-dire lire et écrire le Civili (prononcé le tchivili), langue parlée dans les départements du Kouilou et de Pointe-Noire, le manuel paru en juin dernier et élaboré sous l'égide de la SIL-Congo (Société internationale de linguistique, antenne Congo) en partenariat avec l'Alliance biblique du Congo (ABC), a été présenté le 20 juillet, dans l'amphithéâtre de Sueco.



La cérémonie a eu pour objectif de sensibiliser la communauté vili au travail effectué et aux progrès réalisés par l'équipe biblique. Le manuel «Lire et écrire le Civili», axé sur l'orthographe vili, est destiné à former les Vilis à la promotion et à la vulgarisation de leur langue et leur riche culture. Il concerne ceux qui savent déjà lire et écrire le français (élèves, étudiants, cadres...). «*Le but est de transférer les compétences de lecture et d'écriture déjà acquises en français, ce n'est pas pour apprendre la langue vili mais son orthographe, donc la manière de l'écrire*». Ce livre de soixante-sept pages a été édité

par la Sil-Congo en partenariat avec l'ABC, deux structures qui œuvrent pour la valorisation des langues non écrites

Le manuel «Lire et écrire le Civili» a été préfacé par Marcel Poaty qui a indiqué, lors de la cérémonie, qu'il était important d'avoir une orthographe standard pour écrire la langue vili, pour éviter que chacun l'écrive comme il l'entend. L'ouvrage, présenté par Paulin Roch Beapami, coordonnateur du projet alphabétisation de la SIL-Congo, est constitué de huit

leçons regroupées en section portant sur l'alphabet vili (composé de trente-trois lettres dont vingt-sept consonnes et six voyelles), l'orthographe et les règles d'orthographe. Chaque leçon a des exercices de lecture, écriture, vocabulaire et orthographe. On trouve aussi un examen de parcours pour une évaluation finale, une section réponses aux questions ainsi que des textes de qualité qui parlent de l'environnement et de la culture vili.

On note quelques nouveautés, notamment le son «tch» auquel les gens sont habitués et qui est symbolisé par la lettre française «C» comme dans le mot «Civili» au lieu de «Tchivili» (leçon 9, page 34) et le son «ndj» (comme dans «ndji-ndji»), symbolisé par les lettres «nj» (leçon 10, page 37). Ce manuel a l'avantage d'être facilement étudié en autodidacte ou en groupe. Les lecteurs auront aussi des notions sur le redoublement des voyelles (aa, ee, ii, oo et uu), sur les voyelles spécifiques (ë et u) et autres.

Au cours de la cérémonie, une présentation de l'équipe de recherche ainsi que des auteurs des textes, notamment Alexis Balou, Paulin Roch Beapami, Paul Humber, Armand Mountou et Jean-

Serge Tchimbakala a été faite. Deux autres manuels qui portent sur l'orthographe et la grammaire sont en cours d'élaboration pour permettre de mieux comprendre les règles contenues dans le présent manuel.

Par ailleurs, Landry Endzonga, secrétaire général de l'ABC, a annoncé la publication, bientôt, du nouveau testament en vili. Un projet conjoint SIL-Congo-ABC qui a déjà été réalisé à 93% et qui permettra au peuple vili d'avoir accès aux Saintes écritures dans leur langue. Ce projet concerne aussi le Gabon et le Cabinda où la langue vili est parlée. Landry Endzonga a souhaité que le nouveau testament soit aussi traduit en d'autres langues congolaises.

«Lire et écrire le Civili» a été bien accueilli par l'auditoire qui a loué l'initiative et le travail réalisé. Certains se sont dit émerveillés par le projet de traduction du nouveau testament en vili dont un extrait du livre de Jude a été lu pendant la cérémonie. L'auditoire a aussi eu droit à un conte en vili de ce manuel intitulé «Le chasseur de la tortue, de l'escargot et du calao», relaté par la comédienne et conteuse Gisèle Tchicaya. La cérémonie à laquelle a pris part Thierry Mabiala, directeur de l'ABC Gabon, a été animée par

le groupe tradimoderne Liyo li Bu (la vague de la mer).

Plusieurs langues congolaises menacées de disparition

«Lire et écrire le Civili» est le résultat de plusieurs années de travail et de recherches en se fondant sur le matériel existant. Il permet à la langue vili de passer de l'oral à l'écrit, ce qui la valorise et garantit sa sauvegarde. Dans son intervention, Roch Bankoussou, directeur de la SIL-Congo, a souligné l'importance d'écrire les langues. Il a expliqué : «*Les langues non écrites ont très peu de valeur devant celles qui ont un système élaboré d'écriture. Aujourd'hui, avec la disparition des langues, on assiste à la disparition de différents types de savoirs, de manières de penser et d'être qui constituent le soubassement de l'identité des communautés*». Selon lui, si l'on y prend garde, dans trente à quarante ans, de nombreuses langues congolaises vont disparaître à cause du manque d'écriture. «*Par-dessus tout critère, parler une langue c'est comprendre l'histoire d'une communauté. Mais écrire une langue, c'est sauvegarder et transmettre l'histoire ainsi que le savoir de la communauté*», a-t-il précisé.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

PARUTION

Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah publie «L'Ailleurs»

Le recueil de poèmes sorti aux Editions LMI a été présenté par Alphonse Chardin Kala, critique littéraire, le 21 juillet au CPGOS de Total E & P Congo, à Pointe-Noire.

«L'Ailleurs» comprend quatre-vingts pages et quarante poèmes. Préfacé par Boniface Mongo Mboussa, ce recueil de poèmes est un carnet de voyage de l'écrivain qui, en octobre 2016, a participé au salon du livre de Paris. Il a la particularité d'être illustré par les photographies du séjour parisien de l'auteur, de ses chers parents mais aussi des personnalités littéraires et autres ayant marqué sa vie. Un hommage a été même rendu à certaines d'entre elles à travers les poèmes qui meublent le recueil.

«Ailleurs», défini comme cet autre lieu différent de là où l'on est, est le thème majeur de ce recueil. Un lieu qui peut être géographique, imagé, projeté, fantasmé, a dit Chardin Kala, et d'ajouter que chez Lewa-Let, l'Ailleurs est loin d'être un motif de dépaysement puisqu'il est obsédé par l'Ailleurs. «*La relation à l'Ailleurs est souvent de l'ordre de l'espoir, de l'aspiration, de la projection. L'Ailleurs est une visée compte tenu d'un présent souvent insatisfaisant, terne, voire pénible. On se voudrait là-bas où, semble-t-il, les choses se-*



Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah dédicant son ouvrage /Adiac

raient différentes, les situations meilleures, les problèmes résolus », a commenté le critique.

Selon Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah, avec «L'Ailleurs», c'est un rêve accompli, c'est comme s'il sortait d'un carcan. «*Si je n'étais pas arrivé à Paris, il y a deux ans, je ne me sentirais pas épanoui* », a-t-il dit, poursuivant que «*L'Ailleurs, c'est aussi l'errance, l'horizon, c'est le mieux être, le beau car tout le monde aspire à une situation meilleure* ».

Pour Wilfride Lewa-Let Mandah, c'était aussi comme une manière d'inviter les gouvernants à améliorer les conditions dans leurs pays pour que les gens ne lorgnent pas l'ailleurs.

Yvon Wilfride Lewa-Let Mandah

est né le 22 juillet 1974 à Brazzaville. Moulé à l'écriture par le regretté Léopold Pindy Mamonsonono et sa célèbre émission «Autopsie», il est récipiendaire respectivement en 2001 et 2003 du prix international de poésie Tchicaya-Utamsi et du Prix Tchikounda de meilleur écrivain. Il est l'auteur de près de sept ouvrages (pièces de théâtre, essai, poésie). En juillet 2017, il a représenté le Congo et l'Afrique centrale au 35e congrès de l'institut international de théâtre à Segovie, en Espagne. Il est metteur en scène et directeur artistique de la compagnie Autopsie théâtre. Depuis juin 2017, il est président du Centre de la République du Congo de l'Institut international du théâtre.

Hervé Brice Mampouya

LITTÉRATURE

Les Ponténégrins veulent pérenniser l'œuvre de Jean-Baptiste Tati Loutard

Une conférence littéraire sur le thème « Jean-Baptiste Tati Loutard et la révolution des Villers-Cotterêts » a été animée, le 20 juillet, au Centre culturel éponyme par Raphael Safou Tchimanga, documentaliste et homme de culture.

Les hommes des lettres et de culture sont venus échanger sur l'œuvre et la vie du grand homme des lettres, écrivain et homme politique, disparu le 4 juillet 2009, à Paris, dont le travail abattu dans l'espace francophone mérite plus de considération.

La conférence prépare le colloque sur l'héritage à léguer à la postérité sur l'œuvre de Jean-Baptiste Tati Loutard mais aussi elle a eu l'avantage de poser les bases sur le projet de jumelage entre Pointe-Noire et la commune de Villers Cotterêts, dans l'Aisne en France, future citée de la Francophonie.

L'illustre écrivain a toujours défendu la langue française dans ses écrits de 1968, date de la publication de son premier recueil «Poèmes de la mer», aux éditions CLE et les «Ouvres poétiques» parues en 2007. C'est ce qu'a dit Aimé Patrick Richard Samba, dit centre, responsable de l'activité.

En témoignant l'intérêt de l'activité au Château de Villers-Cotterêts, Raphael Safou a dit que Molière et Rabelais ont séjourné dans cette demeure, située dans la ville où est né Alexandre Dumas. C'est dans ses murs qu'a été signée, en 1539, la fameuse ordonnance de Villers-Cotterêts instaurant la langue française comme langue officielle des ser-

vices juridiques et administratifs. Le château de Villers-Cotterêts est un symbole. Le président français a annoncé, lors de la Journée de la francophonie, le 20 mars, sa décision d'en faire «une citée de la francophonie».

Classé monument historique, ce château du XVI^e siècle est destiné à devenir un «*lieu d'exposition, de rencontres, de recherches, de pédagogies, de résidences d'artistes ou de chercheurs, de création, d'écriture et de spectacle* ». La gestion du bâtiment, autrefois dévolue au ministère des Finances, a été transférée le 20 mars au Centre des monuments nationaux. Le château doit faire la promotion du français, langue parlée par 275 millions de personnes à travers le monde, selon l'Organisation internationale de la francophonie. Signalons que le projet devrait voir le jour en 2022. Dans ses heures fastes, le château, construit à la demande de François I^{er} entre 1532 et 1539, était le lieu de villégiature privilégié du souverain. Il surnommait ce domaine «Mon plaisir», au sein duquel il chassait et multipliait les parties de jeu de paume. Pendant les échanges, les différents intervenants ont plaidé pour qu'une réflexion approfondie soit menée afin de pérenniser à jamais le nom et l'œuvre de Jean-Baptiste Tati Loutard.

En intermède, les artistes comédiens Germaine Ololo et Ange Pemo ont lu les poèmes de Jean-Baptiste Tati Loutard tandis qu'Ongali Lembili a dit un conte chanté.

H.B.M.

TOURNOI AMICAL DE HANDBALL

Double victoire des Diables rouges face aux Léopards de la RDC

Les deux Congo se sont rencontrés à deux reprises, lors du tournoi disputé à Brazzaville six jours durant. Les Brazzavilloises se sont imposées autant de fois.

Les derniers matchs du tournoi amical de handball, qui s'est joué en terre congolaise du 18 au 23 du mois en cours, ont mis aux prises les Diables rouges du Congo aux Léopards de la RD Congo. À l'aller, les handballeuses du pays hôte l'ont emporté 30 à 21. Le 23 juillet au gymnase Nicole Oba, au match retour, les Léopards ont amorcé la rencontre avec une détermination revancharde en ouvrant notamment le score. La pression sur les Diables rouges n'a pas duré longtemps. Celles-ci ont repris la situation en main au point de s'imposer à la fin de la première partie tout en prolongeant la domination jusqu'à la fin de la rencontre 34 à 14.

« Cette équipe a la volonté de progresser, de travailler, elle souffre parce qu'elle s'entraîne beaucoup... Car, le 2 décembre prochain, nous devons être

prêts », a indiqué l'entraîneur des Diables rouges dames de handball, Thierry Vincent. Selon

lui, le travail va se poursuivre pour évaluer les joueuses à mesure que l'on s'approche de

l'échéance : la Coupe d'Afrique des Nations 2018 dénommée "Challenge Edith Lucie Bongo Ondimba".

Le président de la Fédération congolaise de handball, Jean Claude Ibovi, s'est dit satisfait de la tenue du tournoi en remerciant l'Angola (vainqueur de la compétition en remportant tous ces matchs) et la RD Congo qui ont répondu favorablement à l'invitation tout en comprenant l'indisponibilité des autres pays dont le Cameroun. L'objectif, selon lui, a été atteint. « Il s'agissait de faire le brassage entre les joueuses du pôle de Paris et celui de Brazzaville. Aussi, renouer le public sportif congolais avec le handball qu'il aime tant », a signifié Jean Claude Ibovi qui a, par ailleurs, salué l'engagement du ministère des Sports et de l'éducation physique à faire en sorte que ce tournoi amical international soit une réussite.

Rominique Makaya



Une offensive des Léopards stoppée par la défense congolaise Photo adiac

DROITS HUMAINS

L'Ordre de Malte France se préoccupe des peuples autochtones au Congo

Basée à Enyellé dans la Likouala depuis 2016, l'organisation a mis en place un programme de « soutien et d'amélioration des conditions de vie des peuples autochtones », explique un communiqué de presse.

L'objectif d'améliorer les conditions de vie de la population autochtone stigmatisée, indique le communiqué de presse, porte sur l'accès aux droits fondamentaux, le développement des activités génératrices de revenus comme le miel et le poivre. En effet, l'équipe de l'Ordre de Malte France (OMF) est composée d'un chef de projet, d'un médecin, de quatre infirmiers, quatre chauffeurs, un comptable et une vingtaine de facilitateurs communautaires.

Elle travaille avec les spiritains pour le développement et le fonctionnement des écoles, avec l'association ApoflorDev pour la commercialisation du poivre et du miel ainsi que la formation en apiculture et avec les ethnologues pour la compréhension du fonctionnement de la société Aka. L'ethnologue Romain Duda assure la relation entre cette équipe et la population autochtone.

Le communiqué indique, en outre, qu'un travail d'enquête et d'observation sur le mode de vie et les représentations culturelles des pygmées Aka avait permis de proposer les modes d'actions et les outils adaptés pour créer un climat de confiance en respectant cette culture et en évitant les points de blocage potentiels qui seraient dus à des incompréhensions ou à la peur.

D'autres missions effectuées en janvier 2017 ont permis d'identifier une trentaine de relais communautaires de la région. Ces relais participent aux ateliers organisés par l'OMF, à la sensibilisation à l'hygiène et au suivi des soins.

Notons que la date du 9 août 1994 a été décidée Journée mondiale des peuples autochtones par l'Assemblée générale des Nations unies afin de renforcer la coopération internationale pour résoudre les problèmes rencontrés par ces peuples dans le domaine des droits de l'homme, de l'environnement, de l'éducation, de la santé et du développement.

Lydie Gisèle Oko

TRANSFERTS

Delarge au FK Qarabag, c'est officiel !

Pressentie depuis plusieurs jours, la signature de Dzon Delarge au FK Qarabag est désormais officielle : il s'est engagé pour deux ans (et une année en option) en faveur du quintuple champion en titre d'Azerbaïdjan.

Ce mercredi, le FK Qarabag disputera, en Albanie face au FK Kukës, le match aller du 2^e tour préliminaire de la Ligue des champions. Une rencontre que Dzon Delarge suivra depuis Istanbul, où il attend son visa pour l'Azerbaïdjan.

Dans la capitale culturelle turque, le désormais ancien joueur de Bursaspor a passé, avec succès, sa visite médicale hier, dernière formalité pour la validation du transfert.

Auparavant, les deux clubs s'étaient arrangés pour le rachat de la dernière année de contrat de l'international congolais, victime de l'écrémage réalisé par Bursaspor (déjà quinze départs en attendant celui de Kembo Ekoko, également poussé vers la sortie). Un montant de 170 000 euros est évoqué par le site spécialisé Transfertmarkt.de. L'ancien joueur d'Osmanlispor s'était déjà entendu avec le club azéri sur les questions salariales et avait, avec l'accord du club turc, signé son bail dès dimanche pour pouvoir être inscrit sur la liste UEFA. Le but étant pour le Brazzavillois d'être qualifié pour le match retour, face à Kukës, le mercredi 1er août.

Le FK Qarabag vise une deu-



Le FK Qarabag a officialisé l'arrivée de Dzon Delarge (DR)

xième qualification pour la phase de poules de la Ligue des champions après son apprentissage difficile la saison dernière (lanterne rouge du groupe C derrière la Roma, Chelsea et l'Atletico Madrid). Le chemin est encore long : en cas de succès face au champion d'Albanie, Qarabag affrontera ensuite le vainqueur du duel BATE Borisov-HJK Helsinki lors du 3^e tour préliminaire. Puis un barrage qui s'annonce d'ores et déjà compliqué, avec l'entrée en lice des équipes des championnats belges, français, néerlandais, suisses ou encore turcs. Double buteur contre l'Udinese, en 2013,

avec le Slovan Liberec en tour préliminaire de la Ligue Europa pourrait s'avérer utile (33 rencontres européennes au compteur). En Ligue des champions, l'attaquant de 28 ans demeure toutefois un néophyte avec 12 petites minutes jouées avec le Slovan, en juillet 2012, contre les Kazaks de Karaganda. Sans lui, Liberec avait été éliminé au troisième tour.

Pour Delarge, c'est le début d'une nouvelle aventure. Et la fin de son cycle turc où il aura joué 86 matchs (56 pour Osmanlispor, 30 pour Bursaspor) pour un bilan de 8 buts et 9 passes décisives.

Camille Delourme